

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°30-2024-025

PUBLIÉ LE 7 FÉVRIER 2024

Sommaire

Centre Hospitalier Ales-Cevennes / Direction Générale - Secrétariat

- 30-2024-02-01-00010 - délégation signature CH ALES N°804 (8 pages) Page 3
30-2024-02-01-00011 - N°805 délégation signature CH Pontails (4 pages) Page 12

Direction départementale des territoires du Tarn /

- 30-2024-02-06-00005 - Arrêté inter-préfectoral portant renouvellement de l'autorisation unique de prélèvement d'eau pour l'irrigation agricole pour le sous-bassin du Tarn (25 pages) Page 17

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard /

- 30-2024-02-02-00008 - Arrêté portant attribution de la Médaille d'Honneur Agricole (8 pages) Page 43
30-2024-02-06-00003 - Décision portant déchéance des droits de propriété d'un navire abandonné (2 pages) Page 52

Prefecture du Gard / Cabinet du préfet

- 30-2024-02-07-00006 - Arrêté N°2024/01-PREF30/SR portant réglementation temporaire de la circulation sur les autoroutes A9 et A54 (3 pages) Page 55

Centre Hospitalier Ales-Cevennes

30-2024-02-01-00010

délégation signature CH ALES N°804

**Décision N°804 relative à la délégation de signature accordée
par Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Alès-Cévennes
à l'équipe de direction**

Le directeur du Centre Hospitalier Alès-Cévennes :

- vu la loi hôpital, patient, santé et territoire (H.P.S.T) du 21 juillet 2009 ;
- vu la loi du 5 juillet 2011 relative aux droits de la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- vu le code de la santé publique et, notamment les articles L.6141-1 et suivants, L.6143-7, D6143-33 à 6143-35 et R 6143-38 du Code de la Santé publique ;
- vu le décret n° 2002-550 du 29 septembre 2010 modifié portant statut particulier du corps de directeur des soins de la fonction publique hospitalière ;
- vu le décret n° 2005 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- considérant les arrêtés du CNG du 7 mars 2016 nommant M. Roman CENCIC en qualité de directeur du CH Alès-Cévennes et du CH de Ponteil, du 5 juin 2019 maintenant M. CENCIC en détachement au CH Alès-Cévennes et du CH de Ponteil pour une durée de 4 ans, du 25 octobre 2023 prolongeant M. CENCIC en détachement aux CH Alès-Cévennes et du CH de Ponteil ;
- considérant l'arrêt de travail de M. PEPY ;

DECIDE

Article 1

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Roman CENCIC, directeur du Centre Hospitalier Alès-Cévennes et du Centre Hospitalier de Ponteil, délégation de signature est donnée dans les matières énumérées ci-après :

1. Ordonnancement et mandatement des dépenses et émission des titres de recettes

- 1^{er} ordonnateur suppléant : Mme Clarisse MOLINA, directrice adjointe, chargée des ressources financières et du Contrôle de gestion par intérim
- 2^{eme} ordonnateur suppléant : M. Jean-Noël GRAS, directeur adjoint, chargé des ressources logistiques et techniques, des achats et du système d'information
- 3^{eme} ordonnateur suppléant : M. Pascal WESTRELIN, directeur adjoint, chargé des affaires générales et de la communication

1.1. Décision du directeur en matière de soins psychiatriques

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, délégation est donnée à un membre de l'équipe participant à la garde de direction, à l'effet de signer les décisions relatives à la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2011 afférentes aux droits de la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge.

1.2. Réquisition

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, délégation est accordée à un membre de l'équipe participant à la garde de direction, à l'effet de signer les réquisitions judiciaires à personne, lors de la saisie de dossiers médicaux de patients hospitalisés, ou ayant été hospitalisés au Centre Hospitalier Alès-Cévennes.

1.3. Procédure « 1 ligne SMUR »

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, délégation est accordée à un membre de l'équipe participant à la garde de direction à l'effet de signer la procédure « 1 ligne SMUR ».

2. Direction des ressources financières et du contrôle de gestion

En l'absence de M. Frédéric PEPY, pour congé maladie, Mme Clarisse MOLINA est chargée, en qualité de directrice par intérim des ressources financières et du contrôle de gestion incluant des dossiers spécifiques en tant que de besoin, de mettre en œuvre dans le domaine de sa direction, les orientations définies par le conseil de surveillance et le directeur.

Pour ce faire, elle prend toutes dispositions nécessaires, avec l'appui des personnels sur lesquels elle a autorité, afin de réaliser les objectifs qui lui ont été fixés.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'établissement, délégation est donnée à Mme MOLINA, directrice adjointe, à l'effet de signer les actes afférents aux missions de la direction des finances et du contrôle de gestion, à l'exclusion des points 1, 4, 5, 6 et 15 de l'article L6143-7 du Code de la Santé publique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme MOLINA, délégation est donnée à Mme QUEROL, Mme PLAZA, M. WESTRELIN, M. VANTOUROUT et M. GRAS.

M. Clarisse MOLINA participe au comité de direction, qu'elle tient informé de ses attributions et rend compte de l'emploi de sa délégation au directeur.

3. Direction des ressources humaines et de la formation

M. Nicolas VANTOUROUT est chargé, en qualité de directeur adjoint des ressources humaines et de la formation, incluant des dossiers spécifiques en tant que de besoin, de mettre en œuvre dans le domaine de sa direction, les orientations définies par le conseil de surveillance et le directeur, en liaison avec la direction des soins afin de concourir à la qualité de la prise en charge.

Pour ce faire, il prend toutes dispositions nécessaires, avec l'appui des personnels sur lesquels il a autorité, afin de réaliser les objectifs qui lui ont été fixés.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'établissement, délégation est donnée à M. Nicolas VANTOUROUT, directeur adjoint, à l'effet de signer les actes afférents aux missions de la direction des ressources humaines et de la formation y compris les décisions relevant du pouvoir de nomination et du pouvoir disciplinaire à l'exclusion des points 3, 7 et 14 de l'article L6143-7 du Code de la Santé publique.

La présidence du CHSCT est assurée par M. Jean-Noël GRAS.

La présidence du CTE/CSE est assurée par M. Nicolas VANTOUROUT

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas VANTOUROUT, délégation est donnée à Mme Amélie SACHOT.

M. Nicolas VANTOUROUT participe au comité de direction, qu'il tient informé de ses attributions et rend compte de l'emploi de sa délégation au directeur.

4. Direction des soins, de la qualité et de la gestion des risques

Mme Valérie QUEROL est chargée, en qualité de Coordonnateur Général des Soins chargé des soins, de la qualité et de la gestion des risques incluant des dossiers spécifiques en tant que de besoin, de mettre en œuvre dans le domaine de sa direction, les orientations définies par le conseil de surveillance et le directeur. Sous l'autorité du directeur, elle met en œuvre la politique de soins de l'établissement et s'intègre dans la qualité de la prise en charge.

Pour ce faire, elle prend toutes dispositions nécessaires, avec l'appui des personnels sur lesquels elle a autorité, afin de réaliser les objectifs qui lui ont été fixés.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'établissement, délégation est donnée à Mme Valérie QUEROL, Coordonnateur Général des Soins, à l'effet de signer les actes afférents aux missions de la direction des soins, qui ne comportent pas de décisions relevant du pouvoir de nomination.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme QUEROL, délégation est donnée à M. GRAS, M. WESTRELIN, Mme PLAZA, M. VANTOUROUT et Mme MOLINA.

Mme Valérie QUEROL participe au comité de direction, qu'elle tient informé de ses attributions et rend compte de l'emploi de sa délégation au directeur.

5. Direction des affaires générales, des coopérations, de la communication et des relations avec les usagers

M. Pascal WESTRELIN est chargé, en qualité de directeur adjoint, des affaires générales, des coopérations, de la communication et des relations avec les usagers, incluant des dossiers spécifiques en tant que de besoin, de mettre en œuvre dans le domaine de sa direction, les orientations définies par le conseil de surveillance et le directeur, afin de concourir à la qualité de la prise en charge.

Pour ce faire, il prend toutes dispositions nécessaires, avec l'appui des personnels sur lesquels il a autorité, afin de réaliser les objectifs qui lui ont été fixés.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'établissement, délégation est donnée à M. Pascal WESTRELIN, directeur adjoint, à l'effet de signer les actes afférents aux missions de la direction des affaires générales, des coopérations, de la communication et des relations avec les usagers.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. WESTRELIN, délégation est donnée à Mme QUEROL, M. GRAS, Mme PLAZA, M. VANTOUROUT et Mme MOLINA.

Il participe au comité de direction, qu'il tient informé de ses attributions et rend compte de l'emploi de sa délégation au directeur.

6. Direction des affaires médicales et du parcours patient

Mme Clarisse MOLINA est chargée, en qualité de directrice adjointe des affaires médicales et du parcours patient, incluant des dossiers spécifiques en tant que de besoin, de mettre en œuvre dans le domaine de sa direction, les orientations définies par le conseil de surveillance et le directeur, afin de concourir à la qualité de la prise en charge.

Pour ce faire, elle prend toutes dispositions nécessaires, avec l'appui des personnels sur lesquels elle a autorité, afin de réaliser les objectifs qui lui ont été fixés.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'établissement, délégation est donnée à Mme Clarisse MOLINA, directeur adjoint, à l'effet de signer les actes afférents aux missions de la direction des affaires médicales et du parcours patient.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme MOLINA, délégation est donnée à Mme QUEROL, M. GRAS, Mme PLAZA, M. VANTOUROUT et M. WESTRELIN.

Elle participe au comité de direction, qu'elle tient informé de ses attributions et rend compte de l'emploi de sa délégation au directeur.

7. Direction du pôle personnes âgées et directrice référente du pôle médicotechnique

Mme Murielle PLAZA est chargée, en qualité de directrice adjointe, du pôle personnes âgées et référente du pôle médicotechnique, incluant des dossiers spécifiques en tant que de besoin, de mettre en œuvre dans le domaine de sa direction, les orientations définies par le conseil de surveillance et le directeur.

Pour ce faire, elle prend toutes dispositions nécessaires, avec l'appui des personnels sur lesquels elle a autorité, afin de réaliser les objectifs qui lui ont été fixés.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'établissement, délégation est donnée à Mme Murielle PLAZA, directrice adjointe, à l'effet de signer les actes afférents aux missions de la direction du pôle personnes âgées et référente du pôle medicotechnique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Murielle PLAZA, délégation est donnée à Mme Nathalie DELEUZE, cadre assistante du pôle personnes âgées, à l'effet de signer les contrats de séjour des résidents des 5 EHPAD/USLD.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme PLAZA délégation est donnée à Mme QUEROL, M. GRAS, M. WESTRELIN, M. VANTOUROUT et Mme MOLINA.

8. Direction par délégation du CH de Pontails

Mme Murielle PLAZA est chargée, en qualité de directrice adjointe, de la direction par délégation du CH de Pontails, incluant des dossiers spécifiques en tant que de besoin, de mettre en œuvre dans le domaine de sa direction, les orientations définies par le conseil de surveillance et le directeur.

Pour ce faire, elle prend toutes dispositions nécessaires, avec l'appui des personnels sur lesquels elle a autorité, afin de réaliser les objectifs qui lui ont été fixés.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'établissement, délégation est donnée à Mme Murielle PLAZA, directrice adjointe, à l'effet de signer les actes afférents aux missions de directrice déléguée du CH Pontails.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme PLAZA, délégation est donnée à Mme QUEROL, M. GRAS, M. WESTRELIN, M. VANTOUROUT et Mme MOLINA.

9. Direction des ressources logistiques et techniques, des achats, du système d'information hospitalière et direction par délégation de l'UPC et Blanchisseurs Cévenols

M. Jean-Noël GRAS est chargé, en qualité de directeur adjoint, des ressources logistiques et techniques et des achats, de l'UPC et du GIP Blanchisseurs Cévenols et du SIH incluant des dossiers spécifiques en tant que de besoin, de mettre en œuvre dans le domaine de sa direction, les orientations définies par le conseil de surveillance et le directeur.

Pour ce faire, il prend toutes dispositions nécessaires, avec l'appui des personnels sur lesquels il a autorité, afin de réaliser les objectifs qui lui ont été fixés.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'établissement, délégation est donnée à M. Jean-Noël GRAS, directeur adjoint, à l'effet de signer les actes afférents aux missions de la direction des ressources logistiques et techniques et du SIH.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Noël GRAS, délégation est donnée à M. Fabien DROUOT, Ingénieur travaux, à l'effet de signer au nom du directeur les documents relatifs à la direction des ressources logistiques et techniques dans le cadre de l'exécution des marchés notifiés avant le 31.12.2017.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Noël GRAS et de M Fabien DROUOT, délégation est donnée à M. Bruno GODON, Ingénieur logistique, à l'effet de signer au nom du directeur les documents relatifs à la direction des ressources logistiques et techniques dans le cadre de l'exécution des marchés notifiés avant le 31.12.2017

Cette délégation ne s'étend ni aux fonctions de comptable matières, ni au point 7.1 relatif à la délégation liée aux achats dans le cadre du GHT Cévennes-Gard-Camargue.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Noël GRAS, délégation est donnée à M. Bruno GODON, Ingénieur logistique, à l'effet de signer au nom du directeur les documents relatifs au GIP blanchisseur Cévenol.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. GRAS, délégation est donnée à Mme QUEROL, M. WESTRELIN, Mme PLAZA, M. VANTOUROUT et Mme MOLINA.

M. Jean-Noël GRAS participe au comité de direction, qu'il tient informé de ses attributions et rend compte de l'emploi de sa délégation au directeur.

9.1 Délégation liée aux achats dans le cadre du GHT Cévennes-Gard-Camargue

Le CHU de Nîmes, établissement support du GHT Cévennes-Gard-Camargue donne délégation à M. Jean-Noël GRAS, directeur adjoint au CHAC, agissant en sa qualité de référent achats du CH Alès-Cévennes et du CH de Pontails pour signer en lieu et place du directeur du CHU de Nîmes. **M. Jean-Noël GRAS est mis à disposition du Centre Hospitalier Universitaire de Nîmes à 4% de son temps de travail.**

A ce titre, M Jean-Noël GRAS dispose d'une délégation de signature :

Pour les marchés portant sur l'ensemble des familles d'achats (travaux, services et fournitures) pour lesquels l'établissement support aura nécessairement validé préalablement les marchés concernés qui seront annuellement visés au moyen d'une annexe à la présente décision.

Pour tous les actes et documents préparatoires à la signature des marchés lancés au titre de l'établissement support pour l'établissement partie dont il est originaire et plus particulièrement :

- ✓ la rédaction des pièces administratives des marchés,
- ✓ la publication de l'AAPC,
- ✓ la modification du RC en cours de procédure,
- ✓ la négociation avec les candidats,
- ✓ le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse,
- ✓ la notification des courriers de rejet et de pré-attribution,
- ✓ la publication de l'avis d'attribution,
- ✓ la signature du marché,
- ✓ la notification du marché,
- ✓ la responsabilité de la gestion des litiges au stade de la passation des marchés,
- ✓ la négociation des avenants
- ✓ la rédaction des avenants,
- ✓ la signature des avenants.

Pour les marchés lancés au titre de l'établissement support, qui sont spécifiques à l'établissement partie dont il est originaire et pour les marchés lancés en groupement et pour lesquels l'établissement partie aura été désigné comme coordonnateur.

- ✓ tous les marchés subséquents lancés au titre des accords-cadres conclus pour les établissements du GHT.
- ✓ tous les actes d'exécution des marchés conclus avec un opérateur régional ou national avec lequel l'Etablissement support a notifié l'adhésion et/ou la reconduction d'un marché existant.

Pour tous les actes d'achats ne relevant pas d'une procédure formalisée et d'un montant inférieur à 40.000€ HT dès lors que la mutualisation des besoins n'a pu être établie et que la convergence des marchés n'est pas encore possible.

M. Jean-Noël GRAS s'engage à remettre chaque trimestre au directeur de la fonction achat du GHT et au directeur, la liste des contrats et marchés signés en application de la présente décision.

Le Directeur de la fonction achat du GHT pourra, s'il le souhaite, demander toute précision ou justificatif afférent auxdits contrats et marchés. Cette délégation permet d'engager les dépenses dans la limite des crédits par compte budgétaire du dernier EPRD approuvé de l'établissement partie.

Dans le cadre de la présente délégation, M. Jean-Noël GRAS fera précéder sa signature de la mention : *"Pour le Directeur Général du Groupement Hospitalier de Territoire Cévennes Gard Camargue "*

Par ailleurs, M. Jean-Noël GRAS reçoit une délégation de signature concernant les actes d'exécution des marchés passés par l'Etablissement partie avant le 1^{er} janvier 2018 et notamment les avenants qui s'y rattachent.

Elle porte sur l'ensemble des procédures d'achat hormis les actes suivants :

- Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T)
- Délégation de Service Public (D.S.P).

En cas d'absence de M. Jean-Noël GRAS, la délégation qui lui est consentie est exercée par son suppléant désigné en la personne de :

- M. Frédéric PEPY, également mis à disposition du CHU de Nîmes à 3% de son temps de travail.
- M. Pascal WESTRELIN, non mis à disposition du CHU de Nîmes
- Mme Clarisse MOLINA, non mis à disposition du CHU de Nîmes

10. Pharmacie

Le Docteur Vincent BOUIX est chargé, en qualité de praticien hospitalier, de la responsabilité de la pharmacie à usage intérieur.

Le Docteur Vincent BOUIX exerce les attributions relevant de son domaine de compétence exclusive : les médicaments, les produits et les dispositifs médicaux stériles relevant d'un marché public dans le cadre de l'exécution des marchés signés par l'établissement support à compter du 02.01.2018 ou signés par le CHAC avant le 31.12.2017.

11. Astreintes de direction

Afin d'assurer la continuité de la direction de l'établissement, le directeur associe au tour de garde de direction : M. Jean-Noël GRAS, Mme Murielle PLAZA, Mme Valérie QUEROL, M. Frédéric PEPY, M. Pascal WESTRELIN, Mme Clarisse MOLINA, M. Nicolas VANTOUROUT, Mme Nathalie DELEUZE, Mme Anne-Marie HILLAIRE, Mme Amélie SACHOT, M. Fabien DROUOT.

A ce titre, l'administrateur de garde reçoit délégation générale à l'effet de signer dans les matières qu'il rencontre durant les gardes. Il rend compte au comité de direction du déroulement de la garde. De manière générale et notamment durant la garde administrative, le directeur de l'établissement est averti sans délai, dès lors qu'il survient un problème grave ou lié à la sécurité.

Article 2

La présente décision prend effet à la date du 1^{er} février 2024, annule et remplace la décision n°781 du 20 novembre 2023. Elle sera notifiée aux membres de l'équipe de direction et aux administrateurs de garde de direction.


Article 3

Les délégataires sont chargés de l'exécution de la présente délégation dont ampliation sera adressée à M. le délégué départemental de l'agence régionale de santé OCCITANIE ainsi qu'à la comptable publique responsable de la trésorerie hospitalière d'Alès, et qui fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratif du département.

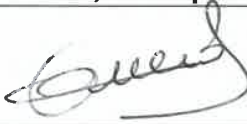

Alès, le 1^{er} février 2024




Direction des ressources financières et du contrôle de gestion	
Clarisse MOLINA Directrice adjointe par intérim 	Frédéric PEPY (congé maladie) Directeur adjoint

Direction des ressources humaines et de la formation	
Nicolas VANTOUROUT Directeur adjoint 	Amélie SACHOT Attachée Administration Hospitalière 

Direction des affaires médicales et du parcours patient	
Clarisse MOLINA Directrice adjointe 	

Direction des affaires générales, de la communication et des relations avec les usagers	
Pascal WESTRELIN Directeur adjoint 	

Direction des soins, de la qualité et de la gestion des risques	
Valérie QUEROL Coordonnateur des soins 	Anne-Marie HILLAIRE Cadre sup. de santé 

Direction des ressources logistiques, techniques, des achats, de l'UPC et du GIP Blanchisseur Cévenol et du SIH		
Jean-Noël GRAS Directeur adjoint 	Fabien DROUOT Ingénieur en chef 	Bruno GODON Ingénieur logistique 

Direction du CH de Pontails, Direction du pôle personnes âgées	
Murielle PLAZA Directrice adjointe 	Nathalie DELEUZE Cadre sup. de santé 

Dr Vincent BOUIX - Praticien hospitalier – Pharmacien 

Roman CENCIC Directeur du Centre Hospitalier Alès-Cévennes 
--

Centre Hospitalier Ales-Cevennes

30-2024-02-01-00011

N°805 délégation signature CH Pontails

**Décision N°805 relative à la délégation de signature accordée
par Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Ponteils
à l'équipe de direction**

Le directeur du Centre Hospitalier Alès-Cévennes et du Centre Hospitalier de Ponteils :

- vu la loi hôpital, patient, santé et territoire (H.P.S.T.) du 21 juillet 2009 ;
- vu la loi du 5 juillet 2011 relative aux droits de la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- vu le code de la santé publique et, notamment les articles L.6141-1 et suivants, L.6143-7, D6143-33 à 6143-35 et R 6143-38 ;
- vu le décret n° 2002-550 du 29 septembre 2010 modifié portant statut particulier du corps de directeur des soins de la fonction publique hospitalière ;
- vu le décret n° 2005 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- considérant les arrêtés du CNG du 7 mars 2016 nommant M. Roman CENCIC en qualité de directeur du CH Alès-Cévennes et du CH de Ponteils, du 5 juin 2019 maintenant M. CENCIC en détachement au CH Alès-Cévennes et du CH de Ponteils pour une durée de 4 ans, du 25 octobre 2023 prolongeant M. CENCIC en détachement aux CH Alès-Cévennes et du CH de Ponteils ;
- considérant l'arrêt de travail de M. PEPY

DECIDE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Roman CENCIC, directeur du Centre Hospitalier Alès-Cévennes et du Centre Hospitalier de Ponteils, délégation de signature est donnée à Mme Murielle PLAZA, Directrice Déléguée du CH de Ponteils.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Murielle PLAZA, délégation est donnée à M. Jean-Noël GRAS ou Mme Valérie QUEROL ou M. Frédéric PEPY ou M. Pascal WESTRELIN ou Mme Clarisse MOLINA ou M. Nicolas VANTOUROUT, directeurs adjoints au Centre Hospitalier Alès-Cévennes et Centre Hospitalier de Ponteils.

Mme Murielle PLAZA, participe au comité de direction, qu'elle tient informé de ses attributions et rend compte de l'emploi de sa délégation au directeur.

ARTICLE 2

Délégation liée aux achats dans le cadre du GHT Cévennes-Gard-Camargue

Le CHU de Nîmes, établissement support du GHT Cévennes-Gard-Camargue donne délégation à M. Jean-Noël GRAS, directeur adjoint au CHAC, agissant en sa qualité de Référent Achat du CH Alès-Cévennes et du CH de Ponteils pour signer en lieu et place du directeur du CHU de Nîmes.

M. Jean-Noël GRAS est mis à disposition du Centre Hospitalier Universitaire de Nîmes à 4% de son temps de travail.

A ce titre, M Jean-Noël GRAS dispose d'une délégation de signature :

Pour les marchés portant sur l'ensemble des familles d'achats (travaux, services et fournitures) pour lesquels l'établissement support aura nécessairement validé préalablement les marchés concernés qui seront annuellement visés au moyen d'une annexe à la présente décision.

Pour tous les actes et documents préparatoires à la signature des marchés lancés au titre de l'établissement support pour l'établissement partie dont il est originaire et plus particulièrement :

- ✓ la rédaction des pièces administratives des marchés,
- ✓ la publication de l'AAPC,
- ✓ la modification du RC en cours de procédure,
- ✓ la négociation avec les candidats,
- ✓ le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse,
- ✓ la notification des courriers de rejet et de pré-attribution,
- ✓ la publication de l'avis d'attribution,
- ✓ la signature du marché,
- ✓ la notification du marché,
- ✓ la responsabilité de la gestion des litiges au stade de la passation des marchés,
- ✓ la négociation des avenants
- ✓ la rédaction des avenants,
- ✓ la signature des avenants.

Pour les marchés lancés au titre de l'établissement support, qui sont spécifiques à l'établissement partie dont il est originaire et pour les marchés lancés en groupement et pour lesquels l'établissement partie aura été désigné comme coordonnateur.

- ✓ tous les marchés subséquents lancés au titre des accords-cadres conclus pour les établissements du GHT.
- ✓ tous les actes d'exécution des marchés conclus avec un opérateur régional ou national avec lequel l'Etablissement support a notifié l'adhésion et/ou la reconduction d'un marché existant.

Pour tous les actes d'achats ne relevant pas d'une procédure formalisée et d'un montant inférieur à 40.000€ HT dès lors que la mutualisation des besoins n'a pu être établie et que la convergence des marchés n'est pas encore possible.

M. Jean-Noël GRAS s'engage à remettre chaque trimestre au directeur de la fonction achat du GHT et au directeur, la liste des contrats et marchés signés en application de la présente décision.

Le Directeur de la fonction achat du GHT pourra, s'il le souhaite, demander toute précision ou justificatif afférent auxdits contrats et marchés. Cette délégation permet d'engager les dépenses dans la limite des crédits par compte budgétaire du dernier EPRD approuvé de l'établissement partie.

Dans le cadre de la présente délégation, M. Jean-Noël GRAS fera précéder sa signature de la mention : *"Pour le Directeur Général du Groupement Hospitalier de Territoire Cévennes Gard Camargue "*

Par ailleurs, M. Jean-Noël GRAS reçoit une délégation de signature concernant les actes d'exécution des marchés passés par l'Etablissement partie avant le 1^{er} janvier 2018 et notamment les avenants qui s'y rattachent

Elle porte sur l'ensemble des procédures d'achat hormis les actes suivants :

- autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T)
- délégation de Service Public (D.S.P).

En cas d'absence de M. Jean-Noël GRAS, la délégation qui lui est consentie est exercée par son suppléant désigné en la personne de :

- M. Frédéric PEPY, également mis à disposition du CHU de Nîmes à 3% de son temps de travail
- M. Pascal WESTRELIN, non mis à disposition du CHU de Nîmes
- Mme Clarisse MOLINA, non mis à disposition du CHU de Nîmes

ARTICLE 3

Pharmacie

Le docteur Corinne LAGARDE est chargée, en qualité de praticien hospitalier, de la responsabilité de la pharmacie à usage intérieur.

Le docteur Corinne LAGARDE exerce les attributions relevant de son domaine de compétence exclusive : les médicaments, les produits et les dispositifs médicaux stériles relevant d'un marché public dans le cadre de l'exécution des marchés signés par l'établissement support à compter du 02.01.2018 ou signés par le CHAC avant le 31.12.2017.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Dr Corinne LAGARDE, délégation est donnée à Monsieur le Dr David ZANIFE ou Madame le Dr Clarisse BELLEGARDE pour exercer les mêmes attributions.

ARTICLE 4

Instances Directoire et CSE

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, délégation est donnée à Madame Murielle PLAZA à l'effet de présider le Directoire et le CSE du CH de Ponteils.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Murielle PLAZA, délégation est donnée à M. Nicolas VANTOUROUT et à M. Pascal WESTRELIN, à l'effet de présider le directoire et le CSE du CH de Ponteils.

ARTICLE 5

Astreintes administratives

La garde administrative du CH de Ponteils est assurée à tour de rôle par Mme BASSE, Mme CAYROCHE, Mme BENOIT, Mme TERAUBE, Mme DUMOND et Mme DUSSAUD.

Durant la garde administrative, l'administrateur de garde du Centre Hospitalier Alès-Cévennes est averti sans délai, dès lors qu'il survient un problème grave ou lié à la sécurité.

En dehors de la garde administrative, le directeur délégué du CH de Ponteils ou le directeur est averti sans délai, dès lors qu'il survient un problème grave ou lié à la sécurité.

Cette garde est placée sous la supervision de l'administrateur de garde du Centre Hospitalier Alès-Cévennes et du Centre Hospitalier de Ponteils. A ce titre, l'administrateur de garde reçoit délégation générale à l'effet de signer dans les matières qu'il rencontre durant les gardes. Il rend compte au comité de direction du déroulement de la garde.

Point spécifique concernant les déclarations de décès survenus au CH de Ponteils. Compte-tenu des délais réglementaires de transmission des déclarations de décès en Mairie, les personnels du CH de Ponteils assurant la garde du week-end sont habilités y compris en semaine à les signer.

ARTICLE 6

La présente décision prend effet à la date du 1^{er} février 2024, annule et remplace la décision n°791 en date du 20 novembre 2023. Elle sera notifiée aux membres de l'équipe de direction et aux administrateurs de garde de direction.

ARTICLE 7

Les délégataires chargés de l'exécution de la présente délégation dont ampliation sera adressée à M. le délégué départemental de l'agence régionale de santé Occitanie ainsi qu'au trésorier du Centre des Finances Publiques de la Grand Combe, et qui fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs du département.

Alès, le 1^{er} février 2024

Direction des ressources financières et du contrôle de gestion

Clarisse MOLINA
Directrice adjointe par intérim

Frédéric PEPY
Directeur adjoint

Direction des ressources humaines et de la formation

Nicolas VANTOUROUT
Directeur adjoint

Direction des affaires médicales et du parcours patient

Clarisse MOLINA
Directrice adjointe

Direction des affaires générales, de la communication et des relations avec les usagers

Pascal WESTRELIN
Directeur adjoint

Direction des soins, de la qualité et de la gestion des risques

Valérie QUEROL
Coordonnateur générale des soins

**Direction des ressources logistiques et techniques et les achats, du SIH
de l'UPC et du GIP Blanchisseur Cévenol**

Jean-Noël GRAS
Directeur adjoint

Fabien DROUOT
Ingénieur en chef

Direction Déléguée du CH de Pontails

Murielle PLAZA
Directrice adjointe

Dr Corinne LAGARDE
Pharmacienne

Dr David ZANIFE
Pharmacien

Dr Clarisse BELLEGARDE
Pharmacienne

Roman CENCIC
Directeur du Centre Hospitalier Pontails

Direction départementale des territoires du Tarn

30-2024-02-06-00005

Arrêté inter-préfectoral portant renouvellement
de l'autorisation unique de prélèvement d'eau
pour l'irrigation agricole pour le sous-bassin du
Tarn



PRÉFET DU TARN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté inter-préfectoral portant renouvellement de l'autorisation unique pluriannuelle de prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole pour le sous-bassin du Tarn

Les préfets de l'Aude, de l'Aveyron, du Gard, de Haute-Garonne, de l'Hérault, du Tarn et de Tarn-et-Garonne,

- Vu le code civil,
- Vu le code de l'environnement et notamment les articles R211-112, R. 211-66 à R. 211-70, R. 214-31-1 à R. 214-31-3, L. 211-1 à L. 211-3, L. 213-7 et L. 214-3,
- Vu le code de la santé publique,
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour- Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022,
- Vu l'arrêté interdépartemental du 15 décembre 2015 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Tarn amont,
- Vu l'arrête inter-préfectoral du 15 avril 2014 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de l'Agout,
- Vu le décret du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- Vu le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin,
- Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Christian POUGET, en qualité de préfet de l'Aude,
- Vu le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI, en qualité de préfet de l'Aveyron,
- Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Jérôme BONET, en qualité de préfet du Gard,

1/25

- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, en qualité de préfet de la Haute-Garonne,
- Vu le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet de l'Hérault,
- Vu le décret du Président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn,
- Vu le décret du Président de la République du 12 mars 2023 portant nomination de Monsieur Vincent ROBERTI, en qualité de préfet du Tarn-et-Garonne,
- Vu les arrêtés du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation et déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement,
- Vu l'arrêté R76-2021-11-08-00015 du 8 novembre 2021 délimitant les zones de répartition des eaux (ZRE) sur le bassin Adour-Garonne,
- Vu l'arrêté préfectoral n°95-2368 du 10 novembre 1995, fixant dans le département de l'Aude la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux,
- Vu l'arrêté préfectoral n°94-2037 du 17 octobre 1994 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2003-324-4 du 20 novembre 2003, fixant dans le département de l'Aveyron la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux,
- Vu les arrêtés préfectoraux des 28 juillet 2010, 18 septembre 2013 et 30 octobre 2013, fixant dans le département du Gard, respectivement pour les bassins versants de la Cèze, du Vidourle et du Gardon amont la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux,
- Vu l'arrêté préfectoral n°38 du 05 mars 1996, fixant dans le département de la Haute-Garonne la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux,
- Vu les arrêtés préfectoraux des 28 juin 2004 modifié le 18 septembre 2013, 9 août 2010 et 10 août 2010, fixant dans le département de l'Hérault, respectivement pour le bassin versant du Vidourle, les aquifères des sables Astiens de Valras-Agde et du bassin versant de l'Aude médiane la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux,
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 1996, fixant dans le département du Tarn la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eau,
- Vu l'arrêté préfectoral n°1994-1487 du 22 août 1994 qui classe la totalité des communes du département de Tarn-et-Garonne dans une zone de répartition des eaux,
- Vu l'arrêté interdépartemental du 31 janvier 2013 portant désignation d'un organisme unique de gestion collective de l'eau pour l'irrigation agricole sur le sous-bassin du Tarn,

- Vu l'arrêté inter préfectoral du 20 juin 2016 portant autorisation unique pluriannuelle de prélèvement d'eau pour l'irrigation agricole sur le sous-bassin du Tarn,
- Vu l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 modifié relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne ;
- Vu l'arrêté cadre interdépartemental du 30 juin 2023 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin Tarn ;
- Vu la note relative aux organismes uniques de gestion quantitative (OUGC) et le compte rendu de la commission administrative de bassin en date du 15 mai 2013 précisant le rôle du préfet du Tarn en tant que préfet coordonnateur du sous-bassin Tarn ;
- Vu le point d'étape (dit bilan) de la réforme des volumes prélevables présenté à la commission planification du comité de bassin Adour Garonne le 24 juin 2020 ;
- Vu le plan stratégique 2021-2027 de retour à l'équilibre quantitatif pour la gestion quantitative de la ressource en eau validé en comité de bassin du 15 septembre 2021 ;
- Vu la notification à l'organisme unique de gestion collective (OUGC) du sous-bassin du Tarn des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de sous-bassin le 14 décembre 2021 ;
- Vu la demande de renouvellement de l'autorisation unique pluriannuelle de prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole du bassin versant du Tarn en date du 28 novembre 2022 déposée par l'OUGC du sous-bassin du Tarn ;
- Vu l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 suivants :
 - ZSC – FR7300854 – Buttes témoins des avant-causses (périmètre élémentaire : 177 - Tarn amont en Aveyron : Cernon et Dourbie, axe Tarn),
 - ZCS – FR300850 – Gorges de la Dourbie(périmètre élémentaire : 177 - Tarn amont en Aveyron : Cernon et Dourbie, axe Tarn),
 - ZCS – FR7300847 - Vallée du Tarn (de Brousse jusqu'aux gorges) (périmètre élémentaire : 099 - Dourdou et Sorgues ; 177 - Tarn amont en Aveyron : Cernon et Dourbie, axe Tarn),
 - ZCS – FR7301631 - Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou (périmètre élémentaire : 102 - Agout amont ; 176 - Tarn aval (axes réalimentés)),
 - ZPS - FR7312007- Gorges de la Dourbie et causses avoisinants (périmètre élémentaire : 177 - Tarn amont en Aveyron : Cernon et Dourbie, axe Tarn),
 - ZPS – FR7312006 - Gorges du Tarn et de la Jonte (périmètre élémentaire : 177 - Tarn amont en Aveyron : Cernon et Dourbie, axe Tarn),
 - ZPS – FR73120014 - Vallée de la Garonne de Muret à Moissac (périmètre élémentaire : 176 - Tarn aval (axes réalimentés)) ;
- Vu la demande de compléments en date du 10 février 2023 adressée à l'OUGC du sous-bassin du Tarn ;
- Vu les compléments apportés par l'OUGC du sous-bassin du Tarn en date du 25 août 2023 ;
- Vu les avis sur la demande de renouvellement déposée par l'OUGC de sous-bassin du Tarn ;

3/25

- Vu la consultation du public organisée du 06/11/23 à 14h au 20/11/23 à 14h sous la forme d'une participation du public par voie électronique ;
- Vu la synthèse des remarques établie en date du 28/12/23 ;
- Vu la phase contradictoire au cours de laquelle le projet de décision a été présenté au bénéficiaire le 28/12/23 et à laquelle celui-ci a répondu le 12/01/24 en formulant des observations ;
- Vu la présentation pour information du projet d'arrêté de renouvellement de l'autorisation unique pluriannuelle de prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole du bassin versant du Tarn en conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'Aude, de l'Aveyron, du Gard, de l'Hérault, de la Haute-Garonne, du Tarn et du Tarn-et-Garonne

Considérant la nécessité de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau définis à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Considérant le volume de prélèvements maximum autorisé par l'arrêté préfectoral portant autorisation unique pluriannuelle pour la période 2016-2021 de 59,81 Mm³ en cours d'eau et nappe d'accompagnement en période d'étiage pour l'ensemble des périmètres élémentaires de gestion du bassin du Tarn ;

Considérant la nécessité de déterminer un cadre pluriannuel pour les prélèvements d'eau pour l'irrigation compatible avec les orientations du SDAGE du bassin Adour-Garonne 2022-2027 ;

Considérant que le volume prélevable correspond au volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques, en respectant le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource et les objectifs environnementaux du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ;

Considérant que le présent arrêté de renouvellement de l'autorisation unique de prélèvement est conforme avec les règlements et compatible avec les plans d'aménagement et de gestion durable (PAGD) du SAGE Agout et du SAGE Tarn amont ;

Considérant que la limitation des volumes prélevables aux volumes notifiés par le préfet coordonnateur de sous-bassin le 14 décembre 2021 n'est pas de nature à porter atteinte aux objectifs de conservation du site Natura 2000 FR7300854 - Buttes témoins des avant-causses (zone spéciale de conservation), du site Natura 2000 FR7300850 - Gorges de la Dourbie (zone spéciale de conservation), du site Natura 2000 FR7300847 - Vallée du Tarn de Brousse jusqu'aux gorges (zone spéciale de conservation), du site Natura 2000 FR7301631 - vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou (zone spéciale de conservation), du site Natura 2000 FR7312007 - Gorges de la Dourbie et causses avoisinants (zone de protection spéciale), du site Natura 2000 FR7312006 - Gorges du Tarn et de la Jonte (zone de protection spéciale), du site Natura 2000 FR73120014 - Vallée de la Garonne de Muret à Moissac (zone de protection spéciale) ;

Considérant l'existence de zones en déséquilibre quantitatif classées en zone de répartition des eaux sur le périmètre de l'OUGC du sous-bassin du Tarn ;

Considérant la nécessité d'assurer le renouvellement des AUP du sous-bassin du Tarn dans le respect des volumes prélevables notifiés en mai 2020 selon le plan stratégique 2021-2027 de retour à l'équilibre pour la gestion quantitative de la ressource en eau, validé en comité de bassin du 15 septembre 2021, afin de permettre une gestion équilibrée des cours d'eau et nappes d'accompagnement ;

Considérant la nécessité d'adapter les prescriptions de l'AUP du sous-bassin du Tarn renouvelée selon le point d'étape ou bilan de la réforme des volumes prélevables commandé par le SDAGE 2016-2020 et en compatibilité avec la disposition C8 du SDAGE 2022-2027 ;

Considérant que l'OUGC du sous-bassin du Tarn, dans sa demande de renouvellement de l'autorisation unique de prélèvement, justifie le maintien des volumes prélevables actuels par des volumes prélevés en 2003 et 2006 sans préciser en quoi la situation actuelle serait similaire, tant en nombre de préleveurs qu'en surfaces irriguées ;

Considérant que les volumes notifiés par le préfet coordonnateur de sous-bassin le 14 décembre 2021 permettent de garantir une gestion équilibrée de la ressource en eau et qu'en conséquence, la demande présentée par l'OUGC du sous-bassin du Tarn doit être ramenée à ce niveau de volumes prélevables pour pouvoir assurer cette gestion équilibrée ;

Considérant que les volumes autorisés dans le présent arrêté constituent une diminution de volumes par rapport à ceux autorisés dans l'arrêté inter-préfectoral du 20 juin 2016 portant autorisation unique pluriannuelle de prélèvement d'eau pour l'irrigation agricole sur le sous-bassin du Tarn ;

Considérant que la notification des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de sous-bassin prévoit une échéance de retour à l'équilibre à différents horizons pour les périmètres élémentaires en déséquilibre ;

Considérant que les volumes réellement prélevés depuis 2016 sont inférieurs aux volumes prélevables notifiés par le préfet coordonnateur de sous-bassin le 14 décembre 2021 à l'exception des périmètres élémentaires « Dourdou-Sorgue » et « Bernazobre » pour lesquels des dépassements ont été constatés en 2020 ;

Considérant que, pour le périmètre élémentaire « Agros », le volume réellement prélevé est inférieur au volume notifié par le préfet coordonnateur de sous-bassin le 14 décembre 2021 et qu'il n'y a pas lieu en conséquence de prévoir un programme de retour à l'équilibre ;

Considérant que l'OUGC du sous-bassin du Tarn n'a présenté, dans sa demande, aucun programme de retour à l'équilibre aux horizons notifiés par le préfet coordonnateur de sous-bassin pour les périmètres élémentaires concernés »;

Considérant, en conséquence, qu'à défaut de présentation d'un tel programme de retour à l'équilibre à l'échéance prévue à l'article 5.4 du présent arrêté, il convient de fixer au travers de prescriptions du présent arrêté un programme de limitation de volumes prélevés permettant le retour à l'équilibre aux échéances notifiées pour le périmètre élémentaire concerné, tout prévoyant que ce programme puisse être adapté sous réserve d'une demande justifiée de l'OUGC respectant l'échéance de retour à l'équilibre validée par le préfet référent du sous-bassin Tarn au travers d'un arrêté modificatif ;

Considérant l'avancée du projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) du Tescou et en particulier les conclusions de l'instance de co-construction du 13 juin 2023 relatives à la validation des 5 domaines d'intervention du projet de territoire ainsi que des objectifs des 15 fiches-actions qui s'y rapportent ;

Considérant que l'avancée du projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) du Tescou pourrait permettre un retour à l'équilibre à l'horizon 2027 ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfetures de l'Aveyron, de l'Aude, du Gard, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, du Tarn et du Tarn-et-Garonne,

Titre 1^{er} – Objet de l'autorisation unique pluriannuelle

Article 1^{er} – Bénéficiaire de l'autorisation

Le bénéficiaire désigné ci-dessous :

Organisme unique de gestion collective des prélèvements d'eau d'irrigation du sous-bassin Tarn
96 rue des agriculteurs – CS 53270
81011 Albi cedex 9

représenté par le président de la chambre d'agriculture du Tarn, est bénéficiaire de la présente autorisation unique pluriannuelle (AUP) prévue aux articles R.214-31-1 à R.214-31-5 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

Article 2 – Objet de l'autorisation

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- A) d'autorisation environnementale au titre des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) mentionnés au I de l'article L. 214-3 en application de l'article L.181-1 du code de l'environnement
- B) d'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

L'AUP concerne tous les prélèvements destinés à l'irrigation à des fins agricoles (y compris le remplissage des retenues servant pour tout ou partie à l'irrigation et à la lutte anti-gel), quelles que soient la période et le type de ressource utilisée, à l'exception des prélèvements à usage domestique au sens de l'article R.214-5 du code de l'environnement.

L'AUP concerne le seul acte de prélèvement d'eau et non l'existence des ouvrages de prélèvement, des ouvrages de stockage et de transfert qui doivent être régulièrement déclarés ou autorisés, installés et exploités.

Les rubriques concernées de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubriques	Intitulé	Régime
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an (A) ; 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an (D).	Autorisation
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ; 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m ³ /heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).	Autorisation
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /heure (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	Autorisation

Article 3 – Périmètre de l'autorisation

Le présent arrêté porte sur le sous-bassin du Tarn conformément à l'annexe n°1 (carte).

Article 4 – Définitions

Deux périodes de prélèvements sont définies :

- basses eaux (ou étiage) : du 1^{er} juin au 31 octobre pour les prélèvements destinés à l'irrigation agricole,
- hautes eaux (ou hors étiage) : du 1^{er} novembre au 31 mai pour les prélèvements destinés à l'irrigation agricole, la lutte antigel et le remplissage des retenues/réserves/ouvrages de stockage (collinaires, plans d'eau, barrages, ...).

L'annexe 2 détaille les définitions des différentes ressources en eau.

Article 5 – Volumes maximums autorisés de prélèvements par période et type de ressource¹

Article 5.1 - Prescriptions volumétriques

Les volumes prélevables maximums autorisés de prélèvements annuels d'eau pour les besoins précisés par l'OUGC, compatibles avec le bon fonctionnement des milieux et les autres usages, sont à respecter par périmètre élémentaire de gestion collective, par type de ressource et par période, comme présenté dans les tableaux qui suivent ci-dessous.

Article 5.1.1 - en période de basses eaux (étiage : 01 juin au 31 octobre)

Tableau n°1 : Volumes maximums autorisés sur la période, par périmètre élémentaire et par type de ressources, en millions de mètres cubes (Mm³)².

Périmètre élémentaire de gestion collective	Cours d'eau et nappes connectées	Retenues déconnectées	Nappes déconnectées
n°98 - Rance	0,095	0,04	--
n°99 – Dourdou et Sorgue	0,78	0,24	--
n°100 – Bernazobre	0,30	0,42	0,08
n°101 – Dadou Amont	0,032	0,17	--
n°102 – Agout Amont	0,052	0,20	0,01
n°105 – Assou	0,099	1,09	--
n°106 – Agros	0,083	0,77	--
n°107 – Bagas	0,369	0,81	--
n°108 – Thoré Amont	0,126	0,03	--
n°118 – Tescou*	0,712*	3,58*	0,06*
n°137 – Ardial (ou En Guibaud)	0,065	0,40	0,002
n°138 – Durenque	0,26	0,14	--
n°176 – Tarn Aval	46,60	15,28	2,71
n°177 – Tarn amont en Aveyron	0,21	0,22	0,01
TOTAL	49,783	23,39	2,87

* : ces volumes ne tiennent pas compte du projet de territoire en cours (se reporter à l'article 5.5)

¹ Les types de ressource sont définis en annexe 2.

² Voir II et III de l'article R211-21-1 du code de l'environnement relatif au volume prélevable

Article 5.1.2- en période de hautes eaux (hors étiage: 1^{er} novembre au 31 mai)

Tableau n°2 : Volumes maximums autorisés sur la période, par périmètre élémentaire et par type de ressources, en millions de mètres cubes (Mm³).

Périmètre élémentaire de gestion collective	Cours d'eau et nappes connectées	Plans d'eau	Nappes déconnectées	Volumes destinés au remplissage des retenues par ruissellement
n°98 - Rance	0,065	0,004	--	0,04
n°99 – Dourdou et Sorgue	0,5	0,02	--	0,24
n°100 – Bernazobre	0,34	0,04	0,04	0,42
n°101 – Dadou Amont	0,02	0,02	--	0,17
n°102 – Agout Amont	0,08	0,02	0,004	0,20
n°105 – Assou	0,11	0,11	--	1,09
n°106 – Agros	0,05	0,08	--	0,77
n°107 – Bagas	0,44	0,08	--	0,81
n°108 – Thoré Amont	0,14	0,003	--	0,03
n°118 – Tescou*	1,17*	0,36*	0,029*	3,58*
n°137 – Ardial (ou En Guibaud)	0,05	0,04	0,005	0,4
n°138 – Durenque	0,15	0,01	--	0,14
n°176 – Tarn Aval	27,53	1,53	1,36	15,28
n°177 – Tarn amont en Aveyron	0,20	0,02	0,003	0,18
TOTAL	30,85	2,34	1,44	23,35

* : ces volumes ne tiennent pas compte du projet de territoire en cours (se reporter à l'article 5.5)

Article 5.2 – Prescriptions spécifiques aux retenues d'eau

Les modalités de remplissage des ouvrages de stockages et leurs modalités d'exploitation sont conformes aux prescriptions individuelles édictées dans les déclarations ou les arrêtés d'autorisation de chaque ouvrage, en particulier et le cas échéant en ce qui concerne le respect du débit réservé, conformément à l'article L.214-18 du code de l'environnement.

Article 5.3 – Conditionnalités associées aux nappes déconnectées

Dans le cas où les données disponibles sur l'état quantitatif des nappes déconnectées mettent en évidence qu'elles sont insuffisamment rechargées avant la période de basses eaux, le volume attribué à chaque prélèvement peut être révisé en lien avec les volumes disponibles.

Article 5.4 – Évolutions des volumes autorisés dans le cadre d'un programme de retour à l'équilibre

Par dérogation à l'article 5.1.1, les volumes autorisés en cours d'eau et nappe d'accompagnement en basses eaux indiqués dans le tableau de l'article 5.1.1, pour les périmètres en déséquilibre qui figurent dans le tableau ci-dessous, ne s'appliquent qu'en 2027. Ils suivent d'ici là un programme de retour progressif à l'équilibre.

L'OUGC du Tarn transmet, d'ici le 31 décembre 2024, un programme de retour à l'équilibre pour les périmètres de gestion collective du Bernazobre et Dourdou et Sorgue.

A défaut, les volumes temporairement autorisés en cours d'eau et nappe d'accompagnement en basses eaux sont limités comme suit :

Unité : Mm³

Périmètre élémentaire de gestion collective	Volume 2024	Volume 2025	Volume 2026	Volume 2027
N°99 – Dourdou et Sorgue	0,95	0,89	0,84	0,78
N°100 - Bernazobre	0,50	0,43	0,37	0,30

Pour les périmètres élémentaires cités ci-dessus, les volumes temporairement autorisés peuvent être adaptés sous réserve d'une demande justifiée de l'OUGC et validée par le préfet référent du sous-bassin Tarn. Un arrêté modificatif viendra alors, si nécessaire, ajuster les trajectoires définies dans le tableau ci-dessus.

Les volumes modifiés doivent respecter les volumes définis à l'article 5.1.1 au plus tard dans le plan annuel de répartition 2027-2028 et suivre une trajectoire de diminution des volumes prélevés continue.

Article 5.5 – Volumes autorisés projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE)

Compte tenu du projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) du Tescou en cours et de son avancée, et en particulier les conclusions de l'instance de co-construction du 13 juin 2023 relatives à la validation des 5 domaines d'intervention du projet de territoire ainsi que des objectifs des 15 fiches-actions qui s'y rapportent, les volumes autorisés mentionnés à l'article 5.1 pourront être revus à la hausse en fonction des projets de gestion de la ressource en eau qui résulteraient du PTGE.

Article 6 – Durée de l'autorisation

L'autorisation est délivrée jusqu'au 1^{er} novembre 2028.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Article 7 – Condition de renouvellement de l'autorisation

Si le bénéficiaire souhaite obtenir le renouvellement de son autorisation, il doit adresser au préfet référent de l'OUGC Tarn une demande dans les conditions de forme et de contenu définis à l'article R. 181-49 du code de l'environnement, au moins six mois avant l'expiration de la présente autorisation.

Si le bénéficiaire ne souhaite pas obtenir le renouvellement de son autorisation, il en informe le préfet dans les mêmes délais.

Article 8 – Plan annuel de répartition

8.1. Définition des différents types de volume

- V_AUP : volume autorisé dans l'AUP pour chaque type de ressource, chaque période et chaque périmètre élémentaire.
- V_demandé : volume correspondant à la demande des préleveurs.
- V_réparti : volume proposé par l'OUGC après application de la clé de répartition s'il y a eu recours à cette clé dans le cas d'un V_demandé supérieur au V_AUP. Le V_réparti n'intègre pas le volume de réserve.
- V_approuvé : volume figurant dans l'arrêté d'approbation du PAR (différentes caractéristiques du point de prélèvement ainsi que les volumes par type de ressource et usage, y compris le volume de réserve).
- V_réserve_provisoire : volume de la réserve calculé par l'OUGC au dépôt du PAR.
- V_réserve_définitif : volume de la réserve approuvé dans l'arrêté d'approbation du PAR.
- V_proposé : Volume réparti et volume de réserve calculés et proposés à l'approbation par l'OUGC

8.2 : Élaboration du plan de répartition

Le bénéficiaire propose chaque année un plan de répartition des volumes selon les besoins des préleveurs en application des règles de répartition et d'échelonnement sur la période d'irrigation en débit, en surface et en volume. La répartition est réalisée conformément à l'article 5 et selon les règles de répartition définies dans son règlement intérieur et les volumes prélevables des ressources concernées.

Un volume de réserve est défini par type de ressource concernée pour permettre l'intégration de nouveaux prélèvements ou des demandes tardives. Ce volume est calculé par l'organisme unique et transmis dans le cadre du dépôt du plan annuel de répartition.

L'organisme unique informe le préfet lors de son utilisation.

La somme du volume réparti et du volume de réserve ne peut dépasser le volume autorisé par le présent arrêté conformément à l'article 5.

Le volume proposé par l'OUGC (volume réparti et volume de réserve) fait l'objet d'une approbation par le préfet compétent lequel apprécie en particulier son caractère adapté au regard des besoins exprimés par les préleveurs.

8.3 : Dépôt du plan annuel de répartition

Le plan annuel de répartition est déposé auprès du préfet référent avec copie à l'ensemble des directions départementales des territoires avant le 15 février de chaque année sous format informatique.

Ce plan est accompagné d'une note explicitant la démarche suivie pour recueillir les demandes (publicité, délais, relance, méthode) et se conformer aux volumes autorisés ainsi que d'un tableau récapitulatif faisant apparaître par période, par périmètre élémentaire de gestion collective et par type de ressource et par usage les informations suivantes selon

le format Sandre en vigueur (ou format harmonisé à l'échelle du bassin Adour Garonne en partenariat avec le service instructeur et l'agence de l'eau) :

- le nombre de préleveurs ;
- le nombre de points de prélèvements ;
- la somme des volumes demandés par les préleveurs ;
- les sommes de débits demandés par les préleveurs et par point de prélèvement ;
- le volume total proposé dans le plan de répartition par l'organisme unique ;
- le volume demandé à l'approbation ;
- pour la période de hautes eaux (hors étiage, soit du 1/11 au 31/05), les volumes destinés selon les différents usages : irrigation, remplissage de plans d'eau et lutte anti-gel.
- Le volume de réserve et sa méthode de calcul;
- les périmètres élémentaires de gestion collective ayant nécessité une réduction des volumes par rapport aux demandes ainsi que la méthode ou clé de répartition ayant été utilisée pour respecter le volume autorisé, devant garantir une équité de traitement
- les périmètres élémentaires concernés par les tours d'eau organisationnels y compris les tours d'eau définis selon le niveau de gravité mentionné dans l'arrêté cadre interdépartemental du 30 juin 2023 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin Tarn. Les dispositions techniques (méthode de calcul, etc) devront être fournies avant le 15 mai.

Une liste non exhaustive des données attendues est détaillée en annexe 3.

Aucun prélèvement ne peut être proposé à l'approbation s'il n'a pas expressément été demandé par un préleveur.

8.4 : Approbation du plan annuel de répartition (PAR)

En cas de désaccord avec le projet de plan proposé, le préfet du sous-bassin Tarn en demande la modification de manière motivée. L'OUGC du Tarn y répond dans un délai d'un mois après réception de la demande de modification. À défaut d'un projet dûment modifié dans ce délai, le préfet procède aux modifications nécessaires et arrête le PAR.

En cas de tensions identifiées sur la ressource pendant la phase d'instruction du PAR, et particulièrement en cas de constat partagé en comité ressource en eau ou en comité de suivi opérationnel sur le niveau insuffisant du volume de réserves de soutien d'étiage disponible pour la réalimentation de l'étiage à venir, le préfet référent informe l'OUGC du Tarn de la situation constatée.

Le préfet référent du sous-bassin Tarn approuve le PAR par arrêté préfectoral dans les 3 mois suivant sa réception. Le silence gardé par le préfet vaut décision de refus.

Le préfet référent du sous-bassin Tarn notifie le PAR à l'OUGC de la présente autorisation unique pluriannuelle (AUP).

Les préfets de chacun des départements concernés transmettent le PAR pour information au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

L'OUGC du Tarn informe dans les meilleurs délais, après l'approbation du PAR, chaque préleveur du volume et du débit d'eau qu'il peut prélever en application du PAR approuvé par

le préfet et des conditions de prélèvement à respecter. Cette information comprend au minimum les prescriptions générales applicables à l'ensemble des points de prélèvements ainsi que les prescriptions particulières applicables à chacun d'entre eux (débits et volumes autorisés en fonction de la ressource en eau). Elle précise également la zone d'alerte d'appartenance du point de prélèvement et les modalités d'application géographique des restrictions (tours d'eau, sectorisation, ...).

8.5 : Modification du plan annuel de répartition

Après l'approbation du PAR, l'OUGC peut modifier les attributions de volumes par point de prélèvement pour intégrer de nouvelles demandes des préleveurs et les ajuster en fonction du besoin réel et/ou la consommation réelle des volumes notifiées. Les modifications respectent la réglementation en vigueur et en particulier les règles fixées par la présente autorisation et notamment le plafond maximal autorisé à l'article 5 tant au niveau du périmètre que de la ressource et de l'usage ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

Les demandes de modifications ne sont prises en compte qu'après approbation du PAR. Chaque demande de modification est accompagnée d'un tableau de suivi de l'ensemble des modifications par périmètre élémentaire, type de ressource, usage et période. Elles font l'objet d'une demande auprès du préfet qui, s'il les approuve, les notifie à l'OUGC. A défaut d'approbation dans un délai de un mois suivant la demande, les modifications sont réputées rejetées.

Afin de faciliter le traitement des demandes de modifications, celles-ci doivent prendre le même format de présentation que la PAR en rajoutant deux colonnes indiquant :

- une pour le nouveau volume proposé,
- une pour la différence entre le volume approuvé et le nouveau volume proposé.

8.6 – Situations exceptionnelles

Dans la limite des ressources disponibles mobilisables, en cas de situations très exceptionnelles, le préfet, après concertation avec l'ensemble des usagers du comité ressources en eau concerné, peut accepter le dépassement du volume approuvé dans le plan annuel de répartition pour le périmètre élémentaire concerné, en cours d'eau et nappe d'accompagnement et sur la période considérée. Ce dépassement du volume approuvé de l'année considérée ne dépasse pas au maximum 10 % du volume de l'autorisation unique pluriannuelle (art.5.1) et reste inférieur au volume de l'autorisation unique pluriannuelle délivrée en 2016, pour le périmètre élémentaire et la période considérée. De plus, cette possibilité n'intervient pas plus d'une année sur les cinq dernières années à la date de la décision. Cette possibilité ne peut plus être mobilisée à compter de l'année de l'atteinte du retour à l'équilibre, au plus tard en 2027.

Article 9 – Bilan de la campagne d'irrigation

Article 9.1 - Bilan de la campagne

L'OUGC transmet **avant le mois de décembre** de chaque année un bilan de la campagne d'irrigation et de la mise en œuvre du plan annuel de répartition au préfet référent du sous-bassin Tarn avec copie aux directions départementales des territoires et de la mer concernées. L'OUGC présente son bilan de campagne pour avis au CODERST du préfet référent du sous-bassin du Tarn afin d'en tenir compte dans la préparation du PAR suivant.

Article 9.2 - Rapport annuel

L'organisme unique de gestion collective transmet **avant le 31 janvier de chaque année** un rapport annuel au préfet référent. Il est composé des pièces listées à l'article R. 211-112 – alinéa 4 du code de l'environnement.

Il est complété par :

- une synthèse des volumes consommés par période, périmètre de gestion collective, type de ressource et usage (et notamment l'usage en hautes eaux : le remplissage de retenue, la lutte antigel,...) ;
- un bilan des différentes étapes de la préparation et du déroulement de la campagne estivale (précampagne – campagne) en termes de contraintes volumétriques, informations aux préleveurs, etc.
- un recensement des assolements des surfaces irriguées par périmètre de gestion collective ;
- un bilan des mesures de crise lors des périodes de sécheresse par périmètre de gestion collective ;
- en lien avec les chambres d'agriculture, l'OUGC présente un bilan agricole de la saison d'irrigation ;
- les modifications apportées aux bases de données relatives aux données d'améliorations des connaissances détaillées à l'article 13 ;
- les actions spécifiques de l'OUGC pour éviter l'atteinte des seuils de gestion de crise sécheresse par l'Etat
- toute pièce ayant été amendée ou modifiée suite aux retours d'expérience et à l'amélioration de la connaissance (règlement intérieur etc.).
- un point sur la mise en œuvre des prescriptions particulières.
-

Article 9.3 - Modalités de transmission des volumes prélevés

Les données sont transmises au préfet référent du sous-bassin Tarn **avant le 31 janvier** de chaque année par point de prélèvement, avec copie aux directions départementales des territoires concernées.

- ◆ Campagne
- ◆ Période
- ◆ Type de point de prélèvement
- ◆ Numéro OUGC du point de prélèvement
- ◆ Numéro Agence de l'eau du point de prélèvement
- ◆ Numéro DDT du point de prélèvement
- ◆ Nom du point de prélèvement
- ◆ Raison sociale³ : dénomination – nom – prénom – adresse – coordonnées téléphoniques – adresse mail
- ◆ SIRET
- ◆ Numéro de gestionnaire DDT
- ◆ Département
- ◆ Lieu-dit
- ◆ Commune du point de prélèvement
- ◆ Coordonnées géographiques (X, Y en Lambert 93)
- ◆ Débit demandé

3 Les seules informations obligatoires sont celles mentionnées au R181-47, à savoir « s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration ». Les données complémentaires facilitent l'instruction mais sont facultatives.

- ◆ Débit maximum prélevé
- ◆ Surface irriguée par type d'assolement
- ◆ Volume demandé par le préleveur
- ◆ Volume proposé par l'OUGC
- ◆ Volume autorisé
- ◆ Volume prélevé
- ◆ Périmètre de gestion collective
- ◆ Sous-périmètre élémentaire
- ◆ Type de ressource : cours d'eau et nappe d'accompagnement – nappes déconnectées – retenues déconnectées
- ◆ Nom de ressource : code et libellé
- ◆ Zone hydrologique
- ◆ Masse d'eau DCE : code et nom
- ◆ Numéro de compteur, volume et index relevé à l'issue de chaque période et usage définies à l'article 3
 - ✓ si le compteur est utilisé pour plusieurs points de prélèvement, le volume doit être réparti sur chacun des points,
 - ✓ si plusieurs compteurs sont utilisés pour le même point de prélèvement, seule la somme des volumes prélevés est mentionnée.

Les données sont transmises sous format informatique en vigueur - format Sandre ou format harmonisé pour le bassin Adour-Garonne en partenariat avec le service instructeur et l'agence de l'eau.

Article 10 - Rôle de l'OUGC sur la gestion de la sécheresse

L'OUGC assure la gestion collective des prélèvements en eau pour l'irrigation agricole. À sa propre initiative, il fixe des règles pour adapter la répartition des prélèvements en cas de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau et peut mettre en place des mesures de gestion préventives afin d'éviter d'atteindre les seuils de gravité définis dans l'arrêté cadre interdépartemental portant définition des zones d'alerte et des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau du sous-bassin du Tarn.

L'OUGC peut proposer, par exemple, des adaptations de volumes prélevés ou des tours d'eau.

Article 11 – Bilan de la réalisation des actions

Le 01/04/28 au plus tard, l'OUGC réalise un point d'étape de l'AUP. Ce point d'étape servira pour le renouvellement de l'AUP et pour examiner l'atteinte de l'équilibre quantitatif.

Ce bilan est établi sur la période allant du 1^{er} juin 2024 au 31 octobre 2027 inclus et comprend à minima :

- l'état de l'avancement des différentes prescriptions de l'AUP,
- l'état quantitatif de chaque périmètre de gestion collective dont la satisfaction du DOE, le nombre de franchissement des seuils de gestion,
- les mesures de gestion fixées par l'OUGC et mises en œuvre par les préleveurs pour améliorer la gestion équilibrée de la ressource en eau,
- pour les périmètres élémentaires concernés, l'avancement du programme de retour à l'équilibre et un bilan des actions réalisées,
- les mesures d'adaptation au changement climatique en lien avec les chambres d'agriculture.

Article 12 – Réexamen des volumes autorisés

Lorsque de nouveaux volumes prélevables sont arrêtés par le préfet coordonnateur de bassin sur le périmètre de la présente AUP, les volumes de l'article 5 sont mis en conformité et donne lieu à un arrêté modificatif de la présente autorisation.

Un réexamen des volumes autorisés à l'article 5 est effectué en prenant en compte toutes les nouvelles connaissances disponibles (dont les nouveaux forages et plans d'eau) et au plus tard en 2027.

Un arrêté modificatif de la présente autorisation est alors pris si nécessaire afin de prescrire de nouveaux volumes autorisés.

Titre 3 – Prescriptions complémentaires

Article 13 – Amélioration des connaissances

Article 13.1 - Inventaire des plans d'eau existants

L'OUGC recense sur les périmètres élémentaires de gestion collective tous les plans d'eau à usage d'irrigation afin de préciser pour chacun d'eux :

- le mode d'alimentation : connexion ou non au cours d'eau et sa nappe d'accompagnement, selon la grille de détermination validée par le service instructeur ou selon les dispositions de l'arrêté préfectoral, s'il existe ;
- le volume moyen prélevé sur les 5 dernières années ;
- le volume prélevé maximum du plan d'eau.

Ces informations sont retracées dans une base de données indiquant le nom du préleveur, les coordonnées X, Y du plan d'eau en Lambert 93. Cette base est transmise à l'administration **avant le 1^{er} juin 2025**.

Article 13.2 : Suivi des impacts des prélèvements

L'OUGC présente un bilan annuel écrit au plus tard **au 31 janvier** sur les effets constatés des prélèvements sur le milieu et les incidents survenus. Pour ce faire, il dispose des observations issues de l'analyse des données du réseau ONDE, du réseau de suivi linéaire de la Fédération de pêche et de protection du milieu aquatique, des syndicats de bassin, etc.

L'OUGC proposera dans la mesure du possible des améliorations du plan annuel de répartition. Ce bilan permettra également de constater les éventuels effets de l'évolution des prélèvements sur le long terme. Concernant les prélèvements sur les rivières présentant des risques d'étiages sévères voir d'assec, une réflexion globale est engagée par l'OUGC afin de proposer des mesures complémentaires et alternatives en vue de limiter l'impact des prélèvements.

Article 13.3 : Amélioration des connaissances des besoins en eau d'irrigation

L'OUGC, en lien avec les chambres d'agriculture, précise, pour les principales cultures irriguées du sous-bassin (dont le maïs, le colza, le soja, le tournesol, l'arboriculture, le maraîchage) l'estimation des besoins surfaciques en eau d'irrigation par type d'assolement et selon leur stade cultural.

Cette estimation est à réaliser **à compter du 1^{er} juin** ainsi que tout au long de la période de basses eaux et à présenter dans lors des instances de gestion de l'étiage.

L'objectif est de partager les informations permettant de mieux estimer les usages agricoles de l'eau nécessaires au bon pilotage de la gestion d'étiage, en particulier en ce qui concerne les dates des semis et surfaces correspondantes par cultures, les estimations des débits et des volumes d'eau nécessaires actualisés (par semaine ou décade) et les dates prévisionnelles de fin d'irrigation (informations non exhaustives).

Article 13.4 - Mesures pour les systèmes réalimentés (soutien d'étiage)

Des mesures d'accompagnement sont mises en place pour les systèmes réalimentés par des lâchers issus de retenues d'eau participant au soutien d'étiage.

Article 13.4.1- Coordination avec les gestionnaires des retenues

Avant la transmission du plan annuel de répartition au préfet du sous-bassin Tarn et aux directions départementales des territoires concernées, l'OUGC doit se rapprocher des gestionnaires afin de connaître la situation en matière de conventionnement des volumes demandés.

Article 13.4.2- Préparation de la campagne

L'OUGC, de par sa connaissance des assolements, est mobilisé pour participer à la préparation de la gestion de la sécheresse. A ce titre, il participe aux différentes réunions organisées par l'Etat ou les gestionnaires des retenues et leur communique les données techniques en sa possession en lien avec les chambres d'agriculture concernées comme mentionné à l'article 13.3 (cultures – surface – précocité – date de semis – estimation et actualisation du pic de besoin en débit et en volume,...).

En cas de déficit de remplissage des retenues, l'OUGC contribue aux réflexions permettant au gestionnaire de soutien d'étiage d'adapter la stratégie de mobilisation du soutien d'étiage soumise à validation du préfet de sous-bassin. Il contribue également aux réflexions des gestionnaires des retenues concernées.

Article 13.4.3 - Gestion de la campagne

La gestion du soutien d'étiage est optimisée en relation étroite entre l'État, les gestionnaires des retenues et l'OUGC en lien avec les Chambres d'Agriculture, au travers d'un partage étroit des besoins des préleveurs, du milieu et des ressources disponibles.

Article 13.4.4 - Bilan de la campagne

Les données annuelles capitalisées par les différents acteurs (OUGC, gestionnaires de retenues,...) sur les prélèvements réalisés et leurs usages sont échangées avant le 31 décembre et permettent l'établissement du bilan annuel prévu à l'article 9.

Article 14 - Mesures pour les masses d'eau à forte pression de prélèvements

Article 14.1 - Identification des cours d'eau concernés

Les masses d'eau dégradées et avec une pression de prélèvement d'irrigation significative, selon l'état des lieux du SDAGE 2022-2027, sont les suivantes :

Périmètres de gestion collectives	Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	État écologique	Pression de prélèvement irrigation agricole
Dourdou et Sorgue	FRFR137	Le Dourdou du confluent du Nuéjols au confluent du Tarn	moyen	significative
Dadou amont	FRFR142B	Le Dadou du barrage de Rassisse au confluent de l'Agros	médiocre	significative
Tarn aval	FRFR142B	Le Dadou du barrage de Rassisse au confluent de l'Agros	médiocre	significative
Agout amont	FRFR152A	L'Agout du confluent de la Durrenque au confluent du Tarn	médiocre	significative
Tarn aval	FRFR152A	L'Agout du confluent de la Durrenque au confluent du Tarn	médiocre	significative
Tescou	FRFR209	Le Tescou	moyen	significative
Tarn aval	FRFR315A	Le Tarn du confluent du Tescou au confluent de la Garonne	moyen	significative
Tarn aval	FRFR315B	Le Tarn du confluent de l'Agout au confluent du Tescou	médiocre	significative
Tescou	FRFR383	Le Tescounet	moyen	significative
Bernazobre	FRFR151	Le Sor du barrage des Cammazes au confluent de l'Agout	moyen	significative
Bernazobre	FRFR388	Le Bernazobre	moyen	significative
Bernazobre	FRFR388_2	Ruisseau du Perche	moyen	significative
Bagas	FRFR390	Le Bagas de sa source au confluent du Poulobre (inclus)	moyen	significative
Rance	FRFR139_9	Ruisseau des Oules	moyen	significative
Tarn aval	FRFR142A_3	Ruisseau de Lenjou	moyen	significative
Ardial (ou En Guibaud)	FRFR152A_3	Ruisseau d'en Guibaud	moyen	significative
Tarn aval	FRFR152A_4	Ruisseau de la Calvétie	moyen	significative
Tarn aval	FRFR152A_7	Ruisseau de la Mouline	moyen	significative
Tarn aval	FRFR152A_8	Ruisseau d'Assou	moyen	significative
Tarn aval	FRFR152A_10	Ruisseau de la Barthe	moyen	significative
Tarn aval	FRFR152A_11	Ruisseau de Sézy	moyen	significative
Tarn aval	FRFR314A_3	Riou Frayzi	moyen	significative
Tarn aval	FRFR314A_5	Ruisseau des Rodes	moyen	significative
Tarn aval	FRFR314A_6	Ruisseau de Marguestal	moyen	significative
Tarn aval	FRFR314A_10	Ruisseau de la Saudrone	moyen	significative

Périmètres de gestion collectives	Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	État écologique	Pression de prélèvement irrigation agricole
Tarn aval	FRFRR315A_1	Ruisseau de Payrol	mauvais	significative
Tarn aval	FRFRR315A_2	Ruisseau de la Garenne	moyen	significative
Tarn aval	FRFRR315A_3	Ruisseau de Maribenne	moyen	significative
Tarn aval	FRFRR315A_4	Ruisseau du Bartac	mauvais	significative
Tarn aval	FRFRR315A_5	Ruisseau de Larone	moyen	significative
Tarn aval	FRFRR315A_6	Ruisseau de Madeleine	moyen	significative
Tarn aval	FRFRR315B_3	Ruisseau de Marignol	moyen	significative
Tarn aval	FRFRR315B_4	Ruisseau de Rieu Tort	moyen	significative
Tarn aval	FRFRR315B_5	Ruisseau de Palmola	mauvais	significative
Tarn aval	FRFRR315B_6	Le Rieutort	moyen	significative
Tarn aval	FRFRR315B_10	Ruisseau de Pengaline	médiocre	significative
Tarn aval	FRFRR315B_11	Ruisseau de Miroulet	moyen	significative
Tarn aval	FRFRR315B_12	Ruisseau du Vergnet	moyen	significative

1.

Article 14.2 - Mesure

Pour chacune des masses d'eau listées ci-dessus, l'OUGC mène, en lien avec les chambres d'agriculture du sous-bassin, une réflexion globale visant à réduire la pression d'irrigation parmi lesquelles :

- étude de faisabilité de solutions alternatives de gestion telles que les tours d'eau
- actions d'amélioration de l'efficacité de l'irrigation et de sobriété dans l'usage de l'eau: modernisation des réseaux d'irrigation, amélioration du matériel et des pratiques d'irrigation notamment au travers de diagnostics d'irrigation par des structures de conseil, pilotage de l'irrigation au plus près des besoins et en fonction de la ressource disponible, amélioration des pratiques culturales et choix d'assolement etc
- analyse et proposition d'améliorations sur le suivi des débits au travers de :
 - étude d'opportunité à l'installation de stations de mesure de débits sur les périmètres élémentaires concernés par les masses d'eau à pression de prélèvement d'irrigation significative listées dans le tableau ci-dessus ;
 - réflexion sur le plafond prélevable en fonction du débit du cours d'eau
 - liens entre les réseaux de mesures (stations ONDE de l'OFB, suivi des débits par les syndicats de bassins, etc)

Ces mesures sont susceptibles d'être modifiées suite au bilan prescrit par l'article 13.2 du présent arrêté et en cas d'évolution de la situation de la masse d'eau constatée lors de l'actualisation de l'état des lieux du SDAGE (retour à l'état écologique « bon »).

Article 15 – Sanction en cas de non-respect des prescriptions

Seuls les ouvrages de prélèvement réglementairement autorisés peuvent faire l'objet d'une allocation de volume d'eau.

Tout point de prélèvement doit être conforme aux dispositions réglementaires, code de l'environnement et arrêtés de prescriptions générales, et doit disposer d'un moyen de mesure des volumes prélevés.

Aucun volume ne pourra être validé par les services de l'État s'il est affecté à un ouvrage non régulier.

Article 16 – Droit des tiers et publication

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie ;
- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

Article 18 – Publication

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, le présent arrêté est :

- publié au recueil des actes administratifs des préfectures de l'Aude, de l'Aveyron, du Gard, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, du Tarn et du Tarn-et-Garonne ;
- mis à disposition du public sur le site internet des préfectures de l'Aude, de l'Aveyron, du Gard, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, du Tarn et du Tarn-et-Garonne pendant une durée d'au moins 4 mois ;
- affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie d'Albi (commune siège de l'OUGC du Tarn) ;
- transmis aux président(e)s de la commission locale de l'eau du SAGE Agout et du SAGE Tarn amont.

Article 19 - Exécution

Les secrétaires généraux des préfectures de l'Aude, de l'Aveyron, du Gard, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, du Tarn et du Tarn-et-Garonne, le maire de la commune d'Albi, les directeurs départementaux des territoires de l'Aude, de l'Aveyron, du Gard, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, du Tarn et du Tarn-et-Garonne, les chefs des services départementaux de l'Office français de la biodiversité (OFB) des départements sus-visés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'organisme unique de gestion collective du sous-bassin Tarn

Le préfet de l'Aude,

Le préfet de l'Aveyron,

A Nîmes, le 06/02/2024

Le préfet de Haute-Garonne,

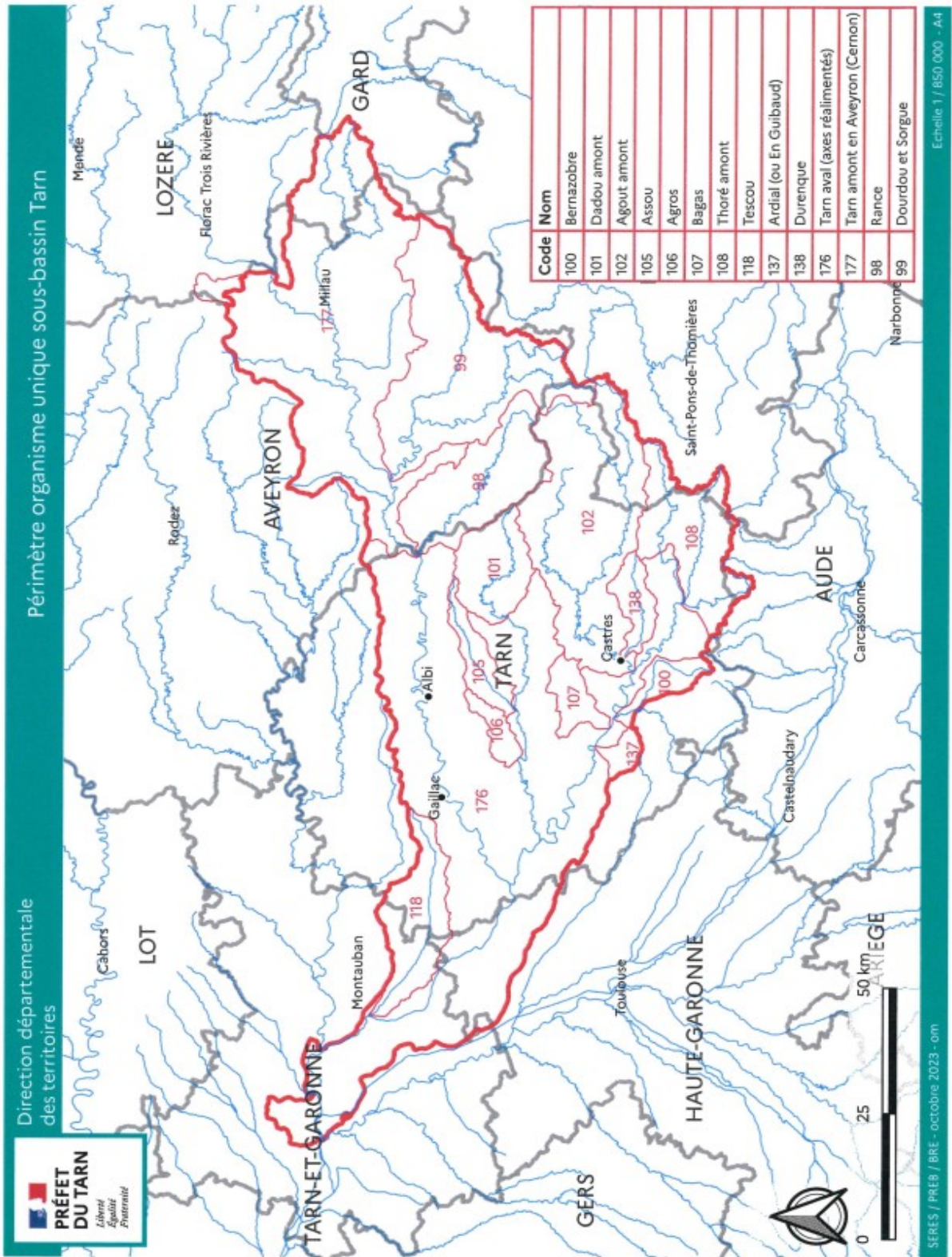
Le préfet du Gard
SIGNE
Jérôme BONET

Le préfet de l'Hérault,

Le préfet de Tarn et Garonne,

Le préfet du Tarn,

Annexe 1 – Périmètre de l'AUP du sous-bassin Tarn



Cours d'eau et nappe d'accompagnement : concerne l'ensemble des ressources en eau ci-après :

- Cours d'eau : l'article L 215-7-1 du Code de l'environnement donne la définition suivante : « constitue un cours d'eau un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant la majeure partie de l'année. L'écoulement peut ne pas être permanent compte tenu des conditions hydrologiques et géologiques locales. »
- Cours d'eau réalimenté
- Canal
- Source
- Retenues connectées au milieu naturel :
 - o plan d'eau en travers de cours d'eau (les retenues de réalimentation sont des cas particuliers et font l'objet d'une autorisation administrative et disposent d'un règlement d'eau qui fixe les grands principes de fonctionnement de l'ouvrage) ;
 - o plan d'eau alimenté en continu par une dérivation (pas de déconnexion estivale) ;
 - o plan d'eau sur source ;
 - o plan d'eau connecté en lien avec la nappe d'accompagnement (remise en eau naturelle du site de prélèvement) et gravières.
- Nappe d'accompagnement (dite aussi nappe connectée): la nappe d'accompagnement est la ressource souterraine
 - o en relation avec le cours d'eau, et le plus souvent en connexion hydraulique avec celui-ci ;
 - o et dans laquelle le prélèvement a une incidence sur le débit de ce cours d'eau : les prélèvements effectués dans les aquifères en relation avec les cours d'eau privent ceux-ci d'une partie significative des apports latéraux contribuant à leurs écoulements de base. En effet, lors d'un pompage en nappe d'accompagnement, deux phénomènes sont à prendre en considération :
 - le premier, dont l'impact sur le cours d'eau est immédiat, correspond au transfert d'eau du cours d'eau vers la nappe d'accompagnement induit par le pompage dans la partie de la nappe d'accompagnement la plus proche du cours d'eau ;
 - le second, dont l'impact sur le cours d'eau est différé, correspond à un « manque à gagner » pour le cours d'eau, puisqu'il s'agit de prélever une partie du flux transitant dans la nappe d'accompagnement et donc privant le cours d'eau de cet apport. Cela concerne des prélèvements dans une partie plus éloignée du cours d'eau.

Nappe déconnectée : concerne à la fois des nappes libres et des nappes captives non intégrées dans le compartiment précédent.

- Les nappes libres sont des nappes qui sont en relation avec la surface du sol par l'intermédiaire d'une zone non saturée en eau. La surface piézométrique est donc à la pression atmosphérique, et son niveau peut fluctuer entre les hautes et les basses eaux annuelles. Les nappes libres sont généralement peu profondes. Le renouvelle-

ment de la ressource dans les nappes libres est rapide, par une fraction de la pluie qui percole à travers la zone non saturée ;

- Les nappes captives sont des nappes comprises entre deux couches géologiques imperméables qui confinent l'eau sous pression, elles sont souvent profondes de quelques centaines de mètres ou plus. Le rééquilibrage entre les prélèvements et les entrées dans les nappes captives à grande inertie est très lent (plusieurs décennies, voire plusieurs siècles). Pour certaines nappes captives peu profondes ou pour les parties proches des affleurements, elles participent partiellement au cycle hydrologique annuel et/ou leur exploitation peut conduire à une diminution des sorties, et donc à un impact sur les milieux aval.

Ces définitions techniques (nappe d'accompagnement et nappe déconnectée) doivent faire l'objet d'une délimitation à des fins de gestion de la ressource en eau, délimitation effectuée de manière concertée notamment dans le cadre de la réalisation des études volumes prélevables.

Retenue déconnectée, concerne :

- les retenues qui ne sont pas liées au réseau hydrographique et hydrogéologique auquel elles se rapportent pendant la période de basses eaux ;
- les retenues de substitution : il s'agit d'ouvrages artificiels permettant de substituer des volumes prélevés en période de basses eaux par des volumes prélevés en période de hautes eaux. Les dispositions instituant la période de remplissage et les contraintes de seuils correspondant à des débits de cours d'eau ou des niveaux de nappe déclenchant ou arrêtant le remplissage, sont notifiées pour chaque retenue par les services de l'État au gestionnaire de la réserve. Le remplissage est interdit en période de basses eaux ;
- les retenues collinaires remplies uniquement par ruissellement et eaux de drainage ;

Les retenues qui ne répondent à aucun des critères ci-dessus sont considérées comme connectées au milieu naturel.

Le caractère connecté ou déconnecté d'une retenue doit faire l'objet d'un inventaire à des fins de gestion de la ressource en eau et peut faire l'objet d'un acte administratif reconnaissant une gestion dite déconnectée.

Zone d'alerte : Les zones d'alerte sont des zones géographiques de gestion, sur lesquelles s'appliquent de manière cohérente les actions ou mesures à prendre dans les situations de pénurie. Elles sont définies dans les arrêtés cadre sécheresse.

Annexe 3 – Contenu détaillé du Plan annuel de répartition

La liste des demandes de prélèvements par période, par périmètre élémentaire, nature de ressource et usage, précisant pour chaque point de prélèvement demandé, a minima, les informations suivantes :

- ◆ année,
- ◆ département du point de prélèvement,
- ◆ période de prélèvement,
- ◆ périmètre de gestion collective,
- ◆ identité du ou des bénéficiaires,
- ◆ raison sociale,
- ◆ adresse,
- ◆ code postal,
- ◆ commune,
- ◆ département,
- ◆ téléphone,
- ◆ téléphone portable,
- ◆ adresse mail,
- ◆ numéro SIRET ou numéro SIREN,
- ◆ numéro PACAGE,
- ◆ numéro DDT du point de prélèvement,
- ◆ numéro AEAG du prélèvement,
- ◆ numéro OUGC du point de prélèvement,
- ◆ commune de prélèvement,
- ◆ lieu-dit de prélèvement,
- ◆ références cadastrales (section, parcelle)
- ◆ coordonnées géographiques (X/Y Lambert 93),
- ◆ débit maximum de prélèvement,
- ◆ surface irriguée à partir du point de prélèvement,
- ◆ volume demandé par le préleveur,
- ◆ volume proposé à l'approbation par l'OUGC pour le préleveur,
- ◆ usage de l'eau (avec détail pour la période hivernale : irrigation de printemps, lutte anti-gel ou remplissage de plan d'eau),
- ◆ volume prélevé pour le point de prélèvement au cours du précédent plan annuel de répartition par période,
- ◆ type de ressource concernée (cours d'eau, nappe d'accompagnement, nappe souterraine, retenue),
- ◆ mode gestion de type "connecté" ou "déconnecté" pour les plans d'eau,
- ◆ milieu prélevé (le nom du cours d'eau ou le nom de la nappe ou le nom du plan d'eau),
- ◆ nom masse d'eau DCE,
- ◆ code masse d'eau DCE,
- ◆ identifiant du compteur volumétrique

25/25

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer du Gard

30-2024-02-02-00008

Arrêté portant attribution de la Médaille
d'Honneur Agricole

Mission pilotage communication prévention

Affaire suivie par : Karin BADEROT

Tél. : 04 66 62 64 20

karin.baderot@gard.gouv.fr

**ARRÊTÉ n°
Portant attribution de la Médaille d'Honneur Agricole**

Le préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le décret du 17 juin 1890 instituant la médaille d'honneur agricole ;

Vu le décret n° 76-422 du 10 mai 1976 relatif à la médaille d'honneur agricole modifié par le décret n° 81-1006 du 3 novembre 1981 ;

Vu le décret n° 84-1110 du 11 décembre 1984 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur agricole modifié par les décrets n° 2001-740 du 23 août 2001 et le n° 2007-259 du 27 février 2007 ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1984 portant délégation de pouvoirs aux préfets pour l'attribution des médailles d'honneur agricole ;

Considérant l'ancienneté de services rendus dans le domaine agricole ;

À l'occasion de la promotion du 1er janvier 2024 ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de cabinet,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La médaille d'honneur agricole échelon ARGENT est décernée à :

- Madame AILLAUD Danielle, Anne
Charge de clientèle particuliers, CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC,
NÎMES

- Madame BARCELO Agathe Thérèse Germaine
Conseillère banque assurances, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC,
LATTES

- Madame BERRARD Pascale
Responsable de département, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Monsieur BOUBKEUR-REBIHA Ahmed
Conseiller commercial assurances, GROUPAMA MEDITERRANEE, AIX-EN-PROVENCE

- Monsieur BOUGSID Jaouad
Directeur d'agence, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Madame DAUGA Eurielle
Conseiller en gestion de patrimoine, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, NIMES

- Madame DUROU Marie Pierre
Employée de banque, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Monsieur DUVAL Frédéric Philippe Jose
Responsable de domaine d activité transformation, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Monsieur GAILLARD Julien
Directeur d'agence - secteur bancaire, CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE, AVIGNON

- Madame GANEM Catherine
Aide à domicile, ASSOCIATION AIDE MENAGERE ET AIDE ADOMICILE ET PERSONNES AGEES ET DES FAMILLES, NIMES

- Madame HUGO Christel
Aide à domicile, ASSOCIATION AIDE MENAGERE ET AIDE ADOMICILE ET PERSONNES AGEES ET DES FAMILLES, NIMES

- Monsieur INGIGNOUX Yohan
Charge d activités agriculture et coopératives, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Madame JANSON Céline Josiane
Technicien crédit part, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Madame KRAINSKI-MOUGNARD Valérie
Responsable de service, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Madame LECHALIER Priscillia
Cadre gestionnaire, MSA LANGUEDOC, NIMES

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2
Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - www.gard.gouv.fr

- Madame LOUBET Jessica
Animateur d'équipe, MUTUALITE SOCIALE AGRIC LOZERE, MENDE

- Madame MAHE Sophie Christine
Responsable secteur poa, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Madame MASSON Delphine
Chargée d'activités à développement assurances est 30, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE
MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Monsieur MAZEL Laurent
Conseiller bancaire crédit agricole du languedoc, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU
LANGUEDOC, NIMES

- Madame PASCOTTO Stéphanie
Chargée de clientèle particuliers, CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE, AVIGNON

- Madame PEREZ Solange
Auxiliaire de vie sociale, ASSOCIATION AIDE MENAGERE ET AIDE A DOMICILE ET PERSONNES AGEES ET
DES FAMILLES, NIMES

- Madame PIETROPINTO Fabienne
Aide à domicile, ASSOCIATION AIDE MENAGERE ET AIDE A DOMICILE ET PERSONNES AGEES ET DES
FAMILLES, NIMES

- Madame POIRIER Caroline
Employée de banque, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Madame PONCET Sandra Maud
Cadre, MSA LANGUEDOC, MENDE

- Madame PRADEILLES Christine
Aide à domicile, ASSOCIATION AIDE MENAGERE ET AIDE A DOMICILE ET PERSONNES AGEES ET DES
FAMILLES, NIMES

- Monsieur QUINSAC Alexandre
Chargé d'activités à agriculture et coopératives antenne Gard., CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE
MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Monsieur RIU Jean Michel
Responsable domaine d'activité, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC,
LATTES

- Madame SAKHRI Emmanuelle Myriam Colette
Conseiller banque assurances habitat, CREDIT AGRICOLE LANGUEDOC PATRIMOINE, LATTES

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2
Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - www.gard.gouv.fr

- Madame SOLAL Nathalie
Rédacteur juridique, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Madame TACH PANDIELLA Céline
Correspondant à l'accueil (centre de contact), PANDIELLA CELINE, MARGUERITTES

- Madame TASSAN DIN Aurélie
Conseiller en gestion de patrimoine, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Madame TOUSSAINT Camose
Conseillère commercial, GROUPAMA MEDITERRANEE, PERPIGNAN

ARTICLE 2 : La médaille d'honneur agricole échelon VERMEIL est décernée à :

- Madame ACCABAT Magali
Technicien, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Madame BERRARD Pascale
Responsable de département, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Madame BONNEFOND Christine
Technicien protection sociale santé prévention, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Monsieur BOUTEILLE Bruno Raymond
Responsable d'activité habitat conseil, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Monsieur BROUAT Laurent
Conseiller assurances agri et pro., CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Madame BROUSSIER Agnès Isabelle
Agent d'entretien, CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL VAUVERT, VAUVERT

- Monsieur CEZ Laurent Michel
Chef de ligne, GRANDS DOMAINES DU LITTORAL, AIGUES-MORTES

- Monsieur COLOMBANI Eric
Employé de banque, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Monsieur DE CONCILIO Philippe
Technicien coordinateur aux crédits aux particuliers, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2
Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - www.gard.gouv.fr

- Madame FLORIO Patricia
Expert retraite, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Madame GANEM Catherine
Aide à domicile, ASSOCIATION AIDE MENAGERE ET AIDE A DOMICILE ET PERSONNES AGEES ET DES FAMILLES, NIMES

- Madame HUGO Christel
Aide à domicile, ASSOCIATION AIDE MENAGERE ET AIDE A DOMICILE ET PERSONNES AGEES ET DES FAMILLES, NIMES

- Madame JEAN Marie Christine
Technicien coordinateur, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, NIMES

- Madame PIETROPINTO Fabienne
Aide à domicile, ASSOCIATION AIDE MENAGERE ET AIDE A DOMICILE ET PERSONNES AGEES ET DES FAMILLES, NIMES

- Madame PRADEILLES Christine
Aide à domicile, ASSOCIATION AIDE MENAGERE ET AIDE A DOMICILE ET PERSONNES AGEES ET DES FAMILLES, NIMES

- Madame SERVENAY Sonia Patricia Ghyslaine
Assistant expert sinistres, PACIFICA, PARIS 15

ARTICLE 3 : La médaille d'honneur agricole échelon OR est décernée à :

- Madame BERRARD Pascale
Responsable de département, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Madame CAPION Josette Marcelle Magali Marie
Juriste - responsable relations sociales, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Madame CHAIX Florence
Cadre bancaire - responsable domaine d'activité distribution, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, NIMES

- Madame COLLIN ORIAK Muriel
Responsable commerciale, LISAPL, AVIGNON

- Monsieur COLOMBANI Eric
Employé de banque, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2
Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - www.gard.gouv.fr

- Monsieur LECONTE Jacques-Olivier
Développeur informatique, CREDIT AGRICOLE TECHNOLOGIES ET SERVICES, LIMONEST

- Madame MERLE Nathalie
Technicien pssp 30, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Madame PELE Maria
Agent d'entretien, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, NIMES

- Monsieur PEYTAVIN Frédéric
Charge de clientèle, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Madame PIETROPINTO Fabienne
Aide à domicile, ASSOCIATION AIDE MENAGERE ET AIDE A DOMICILE ET PERSONNES AGEES ET DES FAMILLES, NIMES

- Madame VALLAT Muriel, Chantal
Technicien pssp 3d, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Monsieur VIDAL Frédéric
Informaticien, CREDIT AGRICOLE TECHNOLOGIES ET SERVICES, MAUGUIO

ARTICLE 4 : La médaille d'honneur agricole échelon GRAND OR est décernée à :

- Madame BERRARD Pascale
Responsable de département, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Madame CHASSAIN Evelyne
Responsable secteur unité gestion pssp, MSA LANGUEDOC, NIMES

- Monsieur FOLCHER Olivier, Paul
Technicien protection sociale santé prévention ., MSA LANGUEDOC, NIMES

- Monsieur MILLOT Frédéric Hubert Adrien Marcel
Chargé de clientèle particulier, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, LATTES

- Monsieur MOLL Jean-Louis Charles
Chargé de missions dab, GROUPAMA MEDITERRANEE, AVIGNON

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Gard et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nîmes, le / 2 FEV. 2024

Le préfet,



Jérôme BONET

13 FEA 2024

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer du Gard

30-2024-02-06-00003

Décision portant déchéance des droits de
propriété d'un navire abandonné



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service SATSU/ARVM

DECISION N°

Portant déchéance des droits de propriété d'un navire abandonné

Le préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n° 85-662 du 3 juillet 1985 modifiée, relative aux mesures concernant dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les navires et engins flottants abandonnés ;
- Vu** le décret n°2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer ;
- Vu** le décret n°2016-1893 du 28 décembre 2016 relatif aux dispositions du livre Ier, du livre IV, à l'exception de son titre IV, ainsi que des chapitres Ier et IV des titres Ier à IX du livre VII de la cinquième partie réglementaire du code des transports, et portant diverses mesures d'adaptation relatives à l'outre-mer ;
- Vu** le code des transports et notamment ses articles L5331-5 à L5331-7, L.5141-1 à L.5141-7, R5141-9 à R5141-12 ;
- Vu** la mise à disposition du port de plaisance de Port Camargue à la commune de Le Grau du Roi en date du 4 janvier 1984 ;
- Vu** la création, par décision du conseil municipal de la commune de Le Grau du Roi du 20 novembre 2001, de la régie autonome du port de plaisance de Port Camargue en tant qu'autorité portuaire ;
- Vu** la demande de déchéance des droits de propriété de l'autorité portuaire compétente (régie autonome de Port Camargue), en date du 23 juin 2023 ;
- Vu** l'absence de réponse à la mise en demeure du 08 septembre 2023 de monsieur le préfet du Gard adressée à monsieur HUGUES Dusty et madame CARLIER Ludivine, domiciliés respectivement 2 place Réaumur, 26700 PIERRELATTE et 3 allée Lamarck, bâtiment 31 entrée 2, 26700 PIERRELATTE propriétaires du navire «LUTHY» ;

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2
Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - www.gard.gouv.fr

Considérant que le navire «LUTHY», de type Feeling 720 de la marque KIRIE immatriculé ST624367, abandonné sur un emplacement du domaine public maritime dans le port de Port Camargue, présente des dangers pour la navigation et l'environnement et se trouve dans un état d'abandon persistant ;

DECIDE

Article 1er :

Monsieur HUGUES Dusty et madame CARLIER Ludivine, domiciliés respectivement 2 place Réaumur, 26700 PIERRELATTE et 3 allée Lamarck, bâtiment 31 entrée 2, 26700 PIERRELATTE, propriétaires du navire LUTHY, de type Feeling 720 de la marque KIRIE immatriculé ST624367, abandonné dans le port de Port Camargue, sont déchus de leurs droits de propriété.

Article 2 :

Cette déchéance des droits de propriété prendra effet deux mois après la date de publication de la présente décision au recueil des actes administratifs.

Article 3 :

Le navire LUTHY de type Feeling 720 de la marque KIRIE, immatriculé ST624367 pourra faire l'objet d'une vente ou d'une cession pour démantèlement, par la régie autonome du port de plaisance de Port Camargue, dans les conditions prévues aux articles L5141-4, L5141-4-1, L5141-4-2 et R5141-12 du code des transports.

Article 4 :

Ampliation de la présente décision publiée au recueil des actes administratifs, sera adressée à monsieur le directeur des services fiscaux, monsieur le directeur de la DDTM du Gard, monsieur le maire du Grau du Roi, monsieur le commandant de la brigade nautique de Le Grau du Roi et à monsieur le directeur de la régie autonome du port de plaisance de Port Camargue aux fins de son exécution.

Nîmes le

06 FEV. 2024

Le préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général

Frédéric LOICEAU

Prefecture du Gard

30-2024-02-07-00006

Arrêté N°2024/01-PREF30/SR portant
réglementation temporaire de la circulation sur
les autoroutes A9 et A54

ARRÊTÉ N° 2024/01 – PREF30/SR
portant réglementation temporaire de la circulation sur les autoroutes A9 et A54

Le préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de la route et notamment les articles R 411-8, R.411-8-1, R411-9 et R 411-21-1 et R.411-25 ;
- Vu** le Code de la voirie routière ;
- Vu** la loi n° 55.435 du 18 avril 1955 modifiée portant statut des autoroutes ;
- Vu** le décret n° 56.1425 du 27 décembre 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55.435 du 18 avril 1955 sur le statut des autoroutes ;
- Vu** le décret du 29 décembre 1997 approuvant le quatrième avenant à la convention passée le 10 janvier 1992 entre l'État et Autoroutes du sud de la France, en vue de la concession, de la construction, de l'entretien et de l'exploitation de l'autoroute A9, Orange – Le Perthus et de l'autoroute A54 ;
- Vu** l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation temporaire des routes et autoroutes et les textes subséquents qui l'ont modifié ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Jérôme BONET préfet du Gard ;
- Vu** l'arrêté 30-2023-08-21-005 du 21 août 2023 donnant délégation de signature à M. Grégoire PIERRE-DESSAUX, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Gard ;
- Vu** la note technique du 14 avril 2016 (NOR : DEVT1606917N), relative à la coordination des chantiers du réseau routier national (RRN) ;
- Vu** la demande en date du 5 février 2024, de la Société des Autoroutes du Sud de la France à Narbonne, district de Gallargues, indiquant que les travaux d'urgence de réparation de l'enrobé dans les bretelles de l'échangeur de Nîmes Ouest des autoroutes A9/A54, entraînent des restrictions de circulation sur cette autoroute ;
- VU** la consultation pour avis de la Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités en date du 5 février 2024 ;
- VU** l'avis favorable du gestionnaire des routes nationales (DIRMED) en date du 5 février 2024 ;
- VU** l'avis favorable du gestionnaire des routes départementales (CD30) en date du 6 février 2024 ;
- VU** l'avis favorable du commandant de gendarmerie départementale du Gard en date du 6 février 2024 ;

Hôtel de la Préfecture
10 avenue Feuchères – 30 045 NÎMES CEDEX 9
Tél : 04 66 36 43 90
Fax : 04.66.36.00.87 – www.gard.gouv.fr

Considérant la nécessité de réparer en urgence les enrobés des bretelles de l'échangeur de Nîmes-Ouest des autoroutes A9/A54, à la suite des dégradations survenues à l'occasion des manifestations des agriculteurs du Gard ;

Considérant qu'il importe, en conséquence, de prendre toutes les dispositions en vue d'assurer la sécurité des usagers ainsi que celle des entreprises chargées des travaux, tout en réduisant au minimum les entraves à la circulation.

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet du Gard :

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Travaux

Pour permettre les travaux d'urgence de réparation de l'enrobé dans les bretelles de l'échangeur de Nîmes-Ouest autoroutes A9/A54, Autoroutes du Sud de la France, direction régionale Languedoc Roussillon, district de Gallargues, doit procéder à la mise en place de restriction de circulation.

La circulation est réglementée la nuit du mercredi 07 février 2024 21h00 au jeudi 8 février 2024 05h00

Les travaux concernent le département du Gard sur la commune de Nîmes.

ARTICLE 2 : Mode d'exploitation

Le mode d'exploitation retenu pendant la période de travaux est le suivant :

- Fermeture de la bretelle d'entrée de l'échangeur de Nîmes-Ouest en direction de Montpellier
- Fermeture de la bretelle de bifurcation A54/A9 en provenance d'Arles et en direction de Montpellier

ARTICLE 3 : Calendrier des travaux

Nuit du mercredi 07 février 2024 21h00 au jeudi 8 février 2024 05h00

ARTICLE 4 : Itinéraires de déviation

Les usagers désirant emprunter l'autoroute A9 depuis l'échangeur de Nîmes-Ouest N°25 en direction de Montpellier doivent suivre la RN113 pour rejoindre l'autoroute A9 à l'échangeur de Gallargues N°26

Les usagers en provenance de l'autoroute A54 (Arles) désirant se rendre en direction de Montpellier doivent sortir en amont sur l'A54 à l'échangeur Nîmes Garons N°2 et suivre l'itinéraire Bis de Montpellier en empruntant la D442A, D6113, D135, D6572, D6313 en direction de Montpellier et rejoindre l'autoroute A9 à Gallargues N°26.

ARTICLE 5 : Suivi des signalisations et Sécurité

La signalisation afférente aux travaux définis à l'article 2 du présent arrêté est mise en place par Autoroutes du Sud de la France, conformément à la réglementation en vigueur relative à la signalisation temporaire sur autoroutes.

En plus des signalisations définies ci-dessus, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux prend toutes les mesures de protection et de signalisation utiles sous le contrôle des Autoroutes du Sud de la France et de la gendarmerie autoroutière (Peloton de Gallargues).

Le jalonnement des déviations définies à l'article 4 du présent arrêté est mis en place par ASF ou son partenaire et sera maintenu pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 6 : Information des usagers

L'information des usagers est effectuée :

- par affichage de messages sur les panneaux à messages variables « PMV » en section courante, et « PMVA » en accès d'autoroute,
- par diffusion d'information en temps réel sur Radio Vinci Autoroutes 107.7 MHz.

ARTICLE 7 : Dérogation

Réduction momentanée de capacité d'écoulement du trafic par rapport à la demande prévisible de trafic pendant certains jours et pour certaines plages horaires

L'inter distance, entre le chantier objet du présent dossier d'exploitation et tout autre chantier nécessaire à l'entretien de l'autoroute, est ramenée à 0 km.

ARTICLE 8 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès du préfet du Gard (préfecture du Gard 30045 Nîmes Cedex 9), d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur - place Beauvau 75 800 Paris) ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois suivant sa publication. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 9 :

Le directeur de cabinet du préfet du Gard, la présidente du conseil départemental du Gard, le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le général commandant le groupement de gendarmerie du Gard, le maire de la commune de Nîmes, le directeur régional de la direction régionale Languedoc Roussillon des autoroutes du sud de la France à Narbonne, les directeurs d'entreprises chargées de la maîtrise d'œuvre et/ou des travaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est adressée, pour information, à la DIR Méditerranée de Zone Sud et à FCA.

Nîmes, le **07 FEV. 2024**

Le préfet,

Pour le préfet,
le sous-préfet,
secrétaire général adjoint


Mathias NIEPS

3/3